

Savoir

Outaouais

Le magazine de l'Université du Québec à Hull

Volume 2, numéro 1 • Hiver 2002

Gatineau tournée vers l'avenir

grrr REER rrr!!!

Cotisez à
votre **REER**
en Fonds
Desjardins!

Tout comme Laurence Jalbert, vous connaissez une brillante carrière. Mais, comme plusieurs, vous rêvez aussi d'un futur prometteur. Avec les REER en Fonds Desjardins, vous vous donnez les moyens de réussir votre retraite !



1 800 CAISSES
www.desjardins.com

Le REER de Laurence Jalbert

Les parts des Fonds Desjardins sont offertes par Les Services d'investissement Fiducie Desjardins inc., une compagnie appartenant au Mouvement Desjardins. Veuillez lire le prospectus simplifié attentivement avant d'investir. Les parts de fonds ne sont pas garanties, leur valeur fluctue fréquemment et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement futur. L'acquisition de parts de fonds de placement peut donner lieu à des frais de courtage, des commissions de suivi, des frais de gestion et d'autres frais.

Caisses populaires Desjardins de l'Ouest du Québec



Desnoyers, Laroche

Notaires – Conseillers juridiques – Médiateurs

L'étude Desnoyers Laroche est le résultat d'une fusion récente regroupant des notaires provenant de quatre études ayant œuvré dans les villes de Hull et de Gatineau depuis plus de vingt ans.

Membre du Réseau **Juris conseil**, elle partage son expertise dans divers domaines du droit avec vingt-quatre études notariales couvrant toutes les régions du Québec. Bénéficiant de sessions de formation orientées vers le droit des affaires, exclusivement réservées aux notaires membres du Réseau **Juris conseil**, elle offre des services en droit corporatif, en plus de couvrir les domaines du droit immobilier, du droit des sûretés mobilières et immobilières, de la planification successorale et de la médiation familiale.

M^e Charles Munn

cmunn@desnoyerslaroche.com

M^e Bernard Laroche

blaroche@desnoyerslaroche.com

M^e Claude Cécyre

ccecyr@desnoyerslaroche.com

M^e Mario Desnoyers

mdesnoyers@desnoyerslaroche.com

M^e Sylvie Arsenault

sarsenault@desnoyerslaroche.com

M^e Stéphane Riel

sriel@desnoyerslaroche.com

GREFFES DES NOTAIRES

M^e Yves Bérard

M^e Gaëtan Cousineau

M^e Wilfrid St-Amand

M^e Denis Charbonneau

M^e René Cousineau

160, boulevard de l'Hôpital, bureau 400

Gatineau (Québec) J8T 8J1

Tél. : (819) 561-2224

Téloc. : (819) 568-3535

165, Promenade du Portage

Hull (Québec) J8X 2K4

Tél. : (819) 771-6691

Téloc. : (819) 771-9457

Savoir

Outaouais

Le magazine de l'Université du Québec à Hull

Savoir Outaouais

Le magazine de l'Université du Québec à Hull

Volume 2, numéro 1 – Hiver 2002

Savoir Outaouais est publié trois fois par année par le Service de l'information et des relations publiques de l'Université du Québec à Hull. Il est distribué gratuitement aux membres du personnel, aux retraités, aux diplômés et aux différents partenaires de l'UQAH, de même qu'aux diverses instances universitaires.

Tirage

18 000 exemplaires

Rédactrice en chef France Fouquette
Coordination et publicité Réal Croteau
Comité d'orientation Claude Boudreau
Réal Croteau
Jacinthe Deault
Jean-Claude Desruisseaux
Rédaction France Fouquette
Manon Côté
Frédérique David
Nicole Dugré
Nicole Paquette
Andrée Proulx
Révision et correction d'épreuve Andrée Proulx
Design graphique Denis LaPointe
Photographie Sylvain Marier
Denis LaPointe

Dépôt légal - 2001

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-0621

La rédaction de **Savoir Outaouais** laisse aux auteurs l'entière responsabilité de leurs opinions. La reproduction des articles est autorisée, sous réserve de mention de la source et d'une autorisation de la direction du magazine.

Le genre masculin est utilisé sans discrimination pour alléger le texte.

Postes Canada

Envoi de poste-publications canadienne
Numéro de convention 1835157

ABONNEMENT GRATUIT

Vous voulez recevoir le magazine **Savoir Outaouais**?
Abonnez-vous gratuitement dès aujourd'hui!

CHANGEMENT D'ADRESSE
Vous déménagez? Faites-nous parvenir votre nouvelle adresse sans délai!

Savoir Outaouais

Université du Québec à Hull
Service de l'information
et des relations publiques
283, boulevard Alexandre-Taché
Case postale 1250, succursale B
Hull (Québec) Canada J8X 3X7
Téléphone : (819) 595-3960
Télécopieur : (819) 595-3924
Courriel : savoir@uqah.quebec.ca



L'Université en Outaouais



Dossier spécial

Gatineau tournée vers l'avenir



Portrait

Pierre Colletterte : L'art de faciliter le changement



Portrait

Paul Préseault : Dans les coulisses municipales



Dossier innovation

Les garderies en milieu familial : Des agentes de prévention en puissance



Dossier innovation

École internationale de management

À propos :

Une nouvelle ville dans une région en croissance	5
L'UQAH en bref	6
Nouvelles de la Fondation	28
Bulletin des diplômés	30

Fier partenaire de votre réussite!

Succursales universitaires

Pavillon Alexandre-Taché
Tél. : (819) 595-2377
Télec. : (819) 595-2219

Pavillon Lucien-Brault
Tél. : (819) 773-1700
Télec. : (819) 773-1675

Succursales collégiales

Campus Gabrielle-Roy
Tél. : (819) 778-1698
Télec. : (819) 778-1672

Campus Félix-Leclerc
Tél. : (819) 243-0126
Télec. : (819) 568-9113

Campus Louis-Reboul
Tél. : (819) 777-6584

Copie conforme
Tél. : (819) 770-0637
Télec. : (819) 770-9885

**CENTRES
INFORMATIQUES
COOPSCO**

LIBRAIRIES COOPSCO

**ÉCOLE DE CONDUITE
COOPSCO**

**SERVICES
ALIMENTAIRES
COOPSCO**

**STATIONNEMENT
ET RÉSIDENCE
(UQAH SEULEMENT)**

**CENTRE DE
PHOTOCOPIE
COPIE CONFORME**



**COOPÉRATIVE
COLLÉGIALE ET UNIVERSITAIRE
DE L'OUTAOUAIS**

on gagne à connaître sa coop!



La sécurité,

c'est personnel

La Sécurité devient La Personnelle

Pour nous, évoluer signifie aller toujours plus loin pour répondre aux besoins de plus en plus personnels des membres de nos groupes partenaires.

Cette capacité à vous protéger et à vous faire économiser est plus vraie que jamais grâce au regroupement des activités de La Sécurité, assurances générales et de La Personnelle.

Toujours l'assureur recommandé par votre association de diplômés, La Sécurité est maintenant plus personnelle que jamais. Elle vous servira désormais sous le nom de La Personnelle, assurances générales.



Association
des diplômés et diplômées
de l'Université du Québec à Hull

La Personnelle
assurances générales

www.quebec.lapersonnelle.com

Montréal : (514) 281-8121 • Québec : (418) 835-6806 • Sans frais : 1 800 363-6344



Votre assureur de groupe automobile et habitation

UNE NOUVELLE VILLE DANS UNE RÉGION EN CROISSANCE

Les événements qui façonnent le développement des collectivités créent toutes sortes de remous : il en émane parfois des consensus, parfois des dissensions. Les regroupements municipaux que nous connaissons en Outaouais sont un bel exemple de ce type d'événement. Certains y voient une étape cruciale à notre développement régional, d'autres, un arrangement politique forcé. Seul le temps nous révélera toute l'ampleur et les répercussions de ces décisions.

Mais au-delà de ces différences d'appréciation ou même de perception, un fait s'impose : depuis le premier jour de janvier 2002, la nouvelle ville de Gatineau existe bel et bien. Cette fusion porte en elle un formidable défi pour notre région et ce défi s'exprime par des mots tels que construction, intégration, partage et innovation. Sans tomber dans l'exagération, force est de reconnaître que les élus de cette nouvelle ville ont un rôle captivant à jouer, mais aussi une énorme responsabilité à assumer.

L'Université du Québec à Hull, qui profite de cet événement pour changer de nom, sera un acteur majeur dans cette construction. Cette université, notre université, à l'image même de la ville naissante, est en plein développement et entend bien relever tous les défis que lui impose la création d'une véritable métropole régionale.

Je suis convaincu que l'Outaouais ne sera jamais plus la même avec la création de la ville de Gatineau, et probablement qu'à long terme, l'Université ne sera jamais plus elle aussi la même ! Il faudra qu'elle se donne les outils nécessaires pour répondre aux impératifs de développement de cette nouvelle ville.

Nous sommes une des rares régions en croissance démographique au Québec, et nous savons bien que la force du savoir est l'élément le plus important pour atteindre nos objectifs de croissance. Apprentissage et connaissance ne sont-ils pas les mots indiqués pour parler de développement ?

Observateur du développement en Outaouais depuis les années soixante, je suis convaincu que le 1^{er} janvier 2002 sera une date charnière quand on évoquera l'histoire de cette région, un peu comme 1974, l'année pendant laquelle la ville de Gatineau a fusionné pour la première fois.

En cette période de renouveau, peut-être convient-il de se rappeler cette belle phrase que Chateclerc, un personnage d'Edmond Rostand, a dit :

« Il faut forcer le jour à naître en y croyant ».

Cette aventure *municipale* dépend, en grande partie, de notre foi en l'avenir et de notre adhésion à cette nouvelle réalité. Toujours est-il, l'Université du Québec à Hull est fière de s'associer à tous les acteurs pour construire une ville et une région où qualité de vie et épanouissement humain formeront les valeurs de base de notre collectivité.

Le président du conseil d'administration,



Pierre Ippersiel

UN DIPLÔMÉ AMBASSADEUR DE CENTRAIDE

Michel Parent, directeur général du Fonds régional de solidarité FTQ Outaouais, s'est acquitté avec brio de sa tâche de président de la campagne de financement 2001 de Centraide-Outaouais. Diplômé de l'UQAH en administration, M. Parent a collaboré avec 17 personnalités bien connues de la région, dont le recteur de l'Université outaouaise, Francis R. Whyte. Cet effort collectif a permis de dépasser l'objectif de 3 700 000 \$ que s'était fixé l'organisme.

Bravo pour cet engagement !

ROBBE-GRILLET, ROMANCIER ALCHIMISTE

C'est le titre d'un ouvrage de Christian Milat, chargé de cours au Département des sciences de l'éducation de l'UQAH, qui vient d'être publié aux Éditions David chez L'Harmattan dans la collection Voix savantes.

Alors que la forme des romans d'Alain Robbe-Grillet a fait l'objet de nombreuses et savantes études, leur sens demeure en revanche souvent une énigme. À partir d'un repérage minutieux des opposés alchimiques, l'essai de M. Milat montre comment l'ensemble des dix romans robbe-grilléliens en constitue une fidèle et puissante allégorie. Cette lecture propose également un sens aux procédés narratifs robbe-grilléliens qui, du fait de leur étrange spécificité, ont été pendant longtemps considérés comme gratuits.

GESTION DE CLASSE ET DISCIPLINE

C'est avec fierté que Jean-Pierre Legault, chargé de cours au Département des sciences de l'éducation de l'UQAH, a procédé en décembre dernier au lancement de son ouvrage intitulé *Gestion de classe et de la discipline : une compétence à construire*, publié aux Éditions logiques.

Gestion de classe et de la discipline réunit des éléments susceptibles de permettre aux ensei-

RÉCONFORTER LES ENFANTS DE LA GUERRE

Deux professeurs du Département de psychoéducation et de psychologie, Daniel Pelletier et Jean Gervais, ont passé deux semaines en Croatie et en Bosnie-Herzégovine plus tôt cette année afin de participer à des séminaires en compagnie de personnes chargées d'intervenir auprès d'enfants victimes de la guerre.

Les professeurs de l'UQAH ont également profité de leur séjour là-bas pour conclure des ententes avec l'Institut international universitaire de Croatie et l'Université de Sarajevo, ce qui a permis à Mélanie Allard, étudiante en psychoéducation, d'effectuer un stage de près de cinq mois dans cette région où l'on répare peu à peu les pertes causées par les hostilités. Ce projet de collaboration a été rendu possible grâce au Bureau de liaison université-milieu (BLUM) de l'UQAH.



Daniel Pelletier



Jean Vaillancourt

NOMINATIONS

DEUX NOUVEAUX DOYENS À L'UQAH

Depuis décembre dernier, un nouveau doyen des études et un nouveau doyen de la recherche se sont joints à l'équipe de l'UQAH.

Doyen des études, Daniel Pelletier a été professeur à l'UQAH pendant 14 ans, où il a, entre autres, été directeur du Module de psychoéducation, directeur du Département de psychoéducation et de psychologie et responsable de la maîtrise en psychoéducation. Il connaît donc très bien l'établissement et tous ses rouages.

De son côté, le nouveau doyen de la recherche, Jean Vaillancourt, a derrière lui 15 années d'expérience à titre de professeur à l'Université de Sherbrooke, où il a aussi occupé le poste de vice-doyen de la Faculté des sciences pour une période de 4 ans.

gnants de développer leur compétence dans le domaine. Cet ouvrage propose des ressources qui sont disponibles pour exercer efficacement ces fonctions, et son objectif est de favoriser le développement professionnel par l'entremise de la pratique réflexive.

Ouvrage de référence, *Gestion de classe et de la discipline* sera particulièrement utile aux étudiants en formation, aux enseignants novices et expérimentés ainsi qu'aux formateurs universitaires ou travaillant sur le terrain.



Marc Sarrazin, vice-président du syndicat des chargés de cours, Jean-Pierre Legault et Francis R. Whyte, recteur.

PUBLICATIONS

DISTINCTIONS

PRIX D'EXCELLENCE EN RECHERCHE POUR LOUIS FAVREAU

C'était au tour de Louis Favreau, professeur au Département de travail social, de recevoir les honneurs du Prix d'excellence en recherche 2001 de l'UQAH décerné dans le cadre de la Collation des grades.

À la fois sociologue et travailleur social, Louis Favreau est de ceux qui font bouger les choses. Ses activités de recherche, notamment à titre de titulaire de la Chaire de recherche en développement communautaire (CRDC), touchent principalement à l'organisation communautaire, aux mouvements sociaux, au développement local et à l'économie sociale.

Ses écrits scientifiques sont impressionnants : il compte entre autres déjà 10 ans d'expérience comme rédacteur de la revue *Économie et solidarités* et a écrit cinq livres importants au cours des dernières années, dont un nouvel ouvrage qui est en préparation et qui porte sur l'économie sociale, la mondialisation et la solidarité internationale. Il est, par ailleurs, l'instigateur du développement de programmes en travail social qui a mené à l'offre du nouveau baccalauréat en sciences politiques composé de mineures et de majeures ainsi que de la maîtrise en développement régional qui a commencé en janvier.

« J'aime développer des choses, confie le professeur Favreau. Ce qui m'anime plus que tout, ce n'est pas le monde qui se défait, mais le monde qui se refait. » Intéressé par la société québécoise et par le phénomène de la mondialisation, il voue sa carrière de chercheur à observer de façon critique les expériences innovantes dans les communautés et les régions. « Tout chercheur étudie des choses qui le passionnent, explique-t-il, mais il est important de prendre une certaine distance par rapport à l'objet de notre recherche et de le regarder dans une perspective historique. »

La recherche a beaucoup évolué depuis les 15 ou 20 dernières années. Alors qu'on parlait auparavant de recherche individuelle, artisanale et peu financée, le chercheur d'aujourd'hui doit publier à profusion, obtenir d'énormes subventions de recherche et travailler principalement en équipe, en collaborant souvent à l'échelle internationale, d'où la création de centres de recherche interuniversitaires et de chaires de recherche. « Il est aujourd'hui primordial de se regrouper en équipe pour mieux cerner la complexité de la société et pour travailler à long terme en vue de bien saisir les changements rapides qui se produisent », affirme le professeur Favreau.



Denis Dubé, vire-recteur à l'enseignement et à la recherche, Louis Favreau et Francis R. Whyte, recteur.

La principale difficulté que rencontrent les chercheurs aujourd'hui est la suivante : dans le tourbillon de la production scientifique, il n'y a pas beaucoup de travail de synthèse et de mise en perspective des découvertes qui sont faites. Préoccupé par la diffusion scientifique, Louis Favreau croit qu'il est essentiel de coller les morceaux du casse-tête en regroupant les résultats de recherche dans des ouvrages en vue de faire connaître les nouvelles tendances qui se dessinent. « On a la responsabilité, en tant que chercheurs, de diffuser davantage nos résultats de recherche dans la communauté et auprès des intervenants », soutient le professeur Favreau.

Sa contribution se manifeste d'ailleurs de façon très concrète auprès des acteurs sur le terrain tels que les gouvernements qui élaborent les politiques et les programmes ayant des effets sur le développement des communautés.

Pour lui, cette reconnaissance de l'UQAH qui vient souligner ses nombreuses réalisations donne d'abord et avant tout un meilleur élan pour le développement des sciences sociales à l'UQAH, un projet qui lui tient à cœur. « Il se fait de la bonne recherche à l'UQAH en sciences sociales, et on pourra en faire davantage avec des ressources et une programmation accrues. »

Le professeur Favreau pourra d'ailleurs se consacrer entièrement à la recherche pour les prochaines années puisqu'il vient d'être nommé titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement communautaire. Il y a aussi des projets qui sont mis en branle pour intensifier la dimension internationale de la recherche et de la formation à l'UQAH dans le cadre de partenariats avec la France, l'Afrique, le Chili et l'Argentine, offrant ainsi aux étudiants un profil international beaucoup plus poussé.

UNE CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA POUR L'UQAH !

C'est maintenant officiel : Louis Favreau a été nommé titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement communautaire. À ce titre, il gèrera un budget de 200 000 \$ par année sur une période de sept ans.

Il s'agit d'une nouvelle de grande importance pour l'UQAH puisque cette chaire permettra de faire progresser la recherche en sciences sociales et en travail social, tout en ayant recours à l'expertise de l'équipe de chercheurs de l'Université en Outaouais en matière de développement des communautés et de l'économie sociale, et ce, à l'échelle internationale.

Les Chaires de recherche du Canada sont accordées au terme d'un concours extrêmement sélectif et visent à procurer aux meilleurs chercheurs à l'échelle mondiale des conditions privilégiées leur permettant de faire avancer efficacement leurs travaux au sein d'universités canadiennes.

ÉVÉNEMENTS

UNE RÉUSSITE SUR TOUTE LA LIGNE!

Ils étaient plus de 225 personnes à s'être rassemblées à l'UQAH en octobre 2001 dans le cadre du Colloque *Enjeux en ressources humaines et en relations industrielles: Problèmes ou opportunités?* pour réfléchir et discuter de la problématique entourant les relations de travail, le recrutement et la rétention de la main-d'œuvre ainsi que le rôle des professionnels en ressources humaines et en relations de travail.

Mis sur pied par le Département des relations industrielles de l'UQAH en collaboration avec la section outaouaise de l'Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec et avec l'appui du Bureau de liaison université-milieu (BLUM) de l'UQAH, cet événement d'envergure a connu un franc succès.

Le colloque s'est clôturé par une remise de prix d'excellence visant à souligner l'apport particulier de professionnels francophones en ressources humaines et en relations industrielles de la grande région de Hull-Ottawa qui ont contribué à l'avancement de la profession ou qui ont été reconnus comme étant des modèles de réussite.

SÉMINAIRE SPÉCIALISÉ EN PSYCHOÉDUCATION

L'UQAH était l'hôte en octobre d'un séminaire sur les pratiques de pointe quant au suivi intensif effectué auprès de jeunes contrevenants dans la communauté. Ce séminaire a réuni plus d'une trentaine de spécialistes venant du Québec, de l'Ontario et de la Belgique, des étudiants de maîtrise en psychoéducation de l'UQAH ainsi que des gestionnaires et des intervenants des Centres jeunesse de l'Outaouais.

Organisé par Jacques Dionne, Daniel Pelletier et Louis-Georges Cournoyer, professeurs au Département de psychoéducation et de psychologie de l'UQAH, en collaboration avec l'Institut universitaire des Centres jeunesse de Montréal, l'Institut de recherche pour le développement social de jeunes (IRDS), les Centres jeunesse de l'Outaouais et la Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants, cet événement avait pour but de favoriser le partage d'expériences et le transfert de connaissances acquises aux niveaux provincial, national et international entre les membres de groupes d'experts impliqués ou intéressés à s'impliquer dans le développement et l'évaluation de pratiques de pointe relativement au suivi intensif effectué auprès de jeunes contrevenants dans la communauté.



DISTINCTIONS

L'UQAH REÇOIT UNE POMME D'OR

L'UQAH a été honorée le 1^{er} novembre dernier dans le cadre de la soirée annuelle du Mérite de la pomme d'or de Hull organisée par la Commission «Hull, ville en santé».

C'est devant une foule d'environ 200 personnes réunie à la Maison du Citoyen de Hull, que le recteur de l'UQAH, Francis R. Whyte, et le président du conseil d'administration de l'Université, Pierre-Jacques Ippersiel, ont reçu une œuvre d'art et une attestation écrite pour souligner la contribution de l'UQAH à l'amélioration de la qualité de vie à Hull et sa collaboration exceptionnelle à la Commission «Hull, ville en santé».

Parmi les nombreux projets auxquels l'UQAH a collaboré au fil des ans, notons le projet des déjeuners dans des écoles primaires de milieux défavorisés de Hull. En tout, une cinquantaine d'étudiants du module de l'éducation y ont participé bénévolement sur une période de trois ans. Ce projet a permis aux bénévoles de servir 63 000 petits déjeuners dans les écoles de Hull.

Parmi les membres du personnel qui ont siégé à la Commission, soulignons la participation de Denis Laforte, professeur au Département des sciences administratives, de Chantal St-Pierre, professeure au Département des sciences infirmières, et de Bill Atkins, directeur des Services aux étudiants.

Première rangée, de gauche à droite :

Allan Leshield, professeur à l'Université Western en Ontario, Clément Laporte, coordonnateur des Services Jeunes contrevenants des Centres jeunesse de Montréal, Vickie Jennings, thérapeute systémique à Ottawa, et Pierre Van Hoye, thérapeute systémique en Belgique.

Deuxième rangée : Vickie Grism, thérapeute multisystémique à Ottawa, Jacques Dionne, professeur au Département de psychoéducation et de psychologie de l'UQAH, et Michel Carignan, représentant de l'Institut universitaire des Centres jeunesse de Montréal.

ERRATA

Une erreur s'est glissée dans le numéro d'automne 2001 du magazine *Savoir Outaouais* dans l'article *L'UQAH: université cosmopolite*, à la page 21. Ronan Hério est étudiant à la maîtrise en gestion de projet et non au baccalauréat en administration des affaires.

ÉVÉNEMENTS



L'UQAH, CHEF DE FILE EN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Quel avenir pour les régions au Québec en ce début de millénaire? C'est sous ce thème que se sont réunis les 180 participants au colloque en développement régional qui se déroulait le 29 octobre dernier à l'UQAH.

Le but du colloque a été de permettre aux principaux acteurs du développement régional de partout au Québec de réfléchir ensemble à l'avenir du développement local et régional à l'heure de la mondialisation néolibérale et des fusions municipales, et de prendre une distance critique par rapport à ce qui se fait à ce chapitre présentement.

Parmi les participants, il y a eu des gens de Québec, de Rimouski, de Montréal, de la Montérégie et, bien sûr, de l'Outaouais qui sont venus parler de développement régional. Fait particulier, le colloque s'est déroulé sous l'angle du développement économique et social à la fois. D'ailleurs, tous les décideurs dans le domaine économique et social étaient présents. Parmi les conférenciers qui étaient au rendez-vous, notons la participation de Gérald Larose, ex-président de la CSN et professeur en travail social (UQAM); Bruno Jean, sociologue (UQAR); Louis Favreau, sociologue (UQAH); Marc-Urbain Proulx, économiste (UQAC); Nancy Neantam, du Chantier de l'économie sociale; Martin Lacasse, propriétaire de Rona l'Entrepôt de Gatineau; Yvon Leclerc, président de l'Association des CLD; Michèle Glèmaud, du réseau des Carrefours Jeunesse-emploi; Thérèse Cyr, de la Communauté Urbaine de l'Outaouais; et Patrick Duguay, président de la Société de diversification économique de l'Outaouais.

Jugé d'une manière très positive, ce colloque aura lieu tous les deux ans. Le prochain, déjà prévu pour 2003, fera probablement le point sur la question de la réforme municipale avec un regard sur le repositionnement des milieux urbain et rural dans le contexte régional.

En organisant ce colloque, l'Université contribue à jeter un regard critique sur le sujet et à faire connaître des résultats de recherche qui proposent un autre point de vue sur l'avenir des régions. De plus, elle permet de mieux faire connaître l'Outaouais et ses réalités régionales ainsi que son expertise en développement régional.

NOUVELLE ENTENTE AVEC LE CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME

Le 11 décembre dernier, l'UQAH et le Cégep de Saint-Jérôme ont procédé à la signature d'un protocole d'entente. L'objectif commun des deux partenaires est la mise sur pied éventuelle d'un Centre d'études supérieures à Mont-Laurier en vue d'offrir des services d'enseignement supérieur de haut niveau et mieux harmonisés aux besoins des citoyens de cette région.

À ce jour, l'UQAH est la seule université québécoise à offrir des programmes d'enseignement de façon continue depuis plus de 20 ans dans la région de Mont-Laurier. L'Université, qui offre actuellement des cours à plus de 280 personnes, compte plus de 750 diplômés provenant de cette région.

Soucieuse d'étendre ses services à la population des Hautes-Laurentides et à celle de la Haute-Gatineau, l'Université est heureuse de s'associer au Cégep de Saint-Jérôme qui dessert cette région depuis déjà de nombreuses années par l'entremise d'activités offertes à son centre collégial de Mont-Laurier.

UN MOMENT DE FIERTÉ POUR LES DIPLÔMÉS

C'est avec fierté que l'UQAH a tenu sa Collation des grades le 27 octobre dernier. Dans le cadre de cette cérémonie, plus de 350 personnes ont reçu un diplôme universitaire des mains du recteur Francis R. Whyte.

À cette même occasion, l'UQAH a rendu hommage à plusieurs personnes, notamment en décernant 14 mentions d'excellence du doyen des études à des finissants.

Par ailleurs, trois distinctions ont été décernées à des étudiants hors pairs. La Médaille d'argent du Gouverneur général du Canada, soulignant l'excellence scolaire dans un programme de baccalauréat, a été décernée à Mélanie Bouchard, étudiante au baccalauréat en psychologie. La Médaille d'or du Gouverneur général du Canada, soulignant l'excellence scolaire dans un programme de maîtrise, a été remise à Marcel Desrosiers, étudiant à la maîtrise en éducation (avec mémoire). Enfin, Le Prix du Lieutenant-gouverneur du Québec, distinction qui souligne l'engagement social et communautaire d'un étudiant à l'issue de ses études universitaires au premier cycle, a été accordé à Valérie Yobé, étudiante au baccalauréat en arts et en design.

Cette année, 1086 étudiants en tout ont reçu un diplôme de l'UQAH, dont 923 proviennent du premier cycle et 163 des cycles supérieurs, ce qui porte à plus de 22 531 le nombre de diplômes délivrés à ce jour par l'UQAH.





Gatineau tournée vers l'avenir

DEPUIS LE 1^{er} JANVIER 2002, LE VISAGE POLITIQUE DE L'OUTAOUAIS A CHANGÉ. QU'ON SOIT POUR OU CONTRE LES FUSIONS MUNICIPALES, ON NE PEUT PLUS RETOURNER EN ARRIÈRE. IL FAUT DORÉNAVANT SE TOURNER VERS L'AVENIR ET BÂTIR ENSEMBLE LA GRANDE VILLE DE GATINEAU QUE LA LOI 170 NOUS A LAISSÉ EN HÉRITAGE. Par France Fouquette

Bien que la fusion ait été imposée par le gouvernement, il en résulte des avantages évidents, notamment sur le plan de l'homogénéité du développement économique, social et culturel de la région. Fini les petites guerres entre municipalités pour attirer telle entreprise, tel commerce ou telle activité culturelle sur leur territoire. Dorénavant, tout le monde va travailler ensemble, et c'est toute la population qui en bénéficiera. Par ailleurs, Gatineau peut maintenant faire le poids avec Ottawa, diminuant ainsi l'écart qui s'était creusé entre les deux rives depuis la fusion de la ville ontarienne.

Y a-t-il que du positif à cette fusion? Bien que peu de changements soient perceptibles pour les citoyens de la nouvelle ville depuis le 1^{er} janvier, si ce n'est une diminution du compte de taxes pour 94 p. 100 des citoyens, il y a une dimension, pourtant intangible, qui s'est insinuée dans la plupart des foyers et qui cause une certaine incertitude, voire un malaise : l'absence d'un sentiment d'appartenance.

Ainsi, en plus de devoir positionner Gatineau à l'échelle provinciale, nationale et internationale, le nouveau conseil municipal doit maintenant travailler à unifier les quelque 225 000 habitants répartis sur un territoire de 344 km². Le défi est grand mais pas impossible.

Les grands défis

Gatineau représente dorénavant la 5^e plus grande ville en importance au Québec. Il y a donc beaucoup de pain sur la planche pour ses élus. Mais par où commencer? « Le plus grand et le plus important défi à relever pour le nouveau conseil municipal sera de se donner une vision sur plusieurs années de ce que devrait être la ville de Gatineau, soutient Martin Robitaille, spécialiste en développement régional et professeur au Département de travail social de l'UQAH. D'ici un an, un an et demi maximum, il va falloir qu'il y ait une réflexion de fond qui s'amorce là-dessus. Et cet exercice doit se faire en n'excluant personne. »

Le maire de Gatineau, Yves Ducharme, est sur la même longueur d'onde, puisqu'il compte lancer bientôt un forum sur l'avenir. « C'est un dossier que je juge essentiel. Nous allons interpeller tous les citoyens et toutes les institutions à venir réfléchir sur la place que va occuper cette ville dans 50 ans et sur la façon de meubler notre territoire. »

Si la population croit en ce projet et y prend part, ce forum pourrait très bien aider les élus à établir une base sur laquelle il sera possible de construire une nouvelle identité et de développer un sentiment d'appartenance commun, ce qui est essentiel pour constituer une vraie ville.

Il va sans dire que, tout au long de l'année de transition, on a pu clairement observer un malaise au sein de la population sur la question de l'identité. Le débat entourant le choix du nom de la ville fut certainement un des dossiers les plus virulents et les plus déchirants. Pour certains citoyens, surtout ceux de Hull, l'amertume et la nostalgie perdurent et ils n'arrivent pas à se rallier au choix de Gatineau, même si le conseil entend nommer les nouveaux quartiers selon les anciennes dénominations municipales.

Questionné sur la façon dont il entend donner une nouvelle âme à la grande ville de Gatineau et unifier les citoyens, le maire Ducharme répond que le temps arrangera les choses. « Les gens se rallient naturellement à un club gagnant. Si on arrive à faire de la ville de Gatineau une ville prospère, et si on est capable de respecter nos engagements, les gens vont constater que c'était le bon choix. Et c'est ce qui va stimuler leur sentiment d'appartenance. Il ne faut pas brusquer les choses, mais il faut leur démontrer tout le potentiel de la nouvelle grande ville. »

Les possibilités sont effectivement nombreuses. Avec une population de 225 000 habitants et étant située dans une région propice au développement, Gatineau est maintenant assez influente pour intercéder avec succès auprès des gouvernements provincial et fédéral, notamment pour créer un plus grand nombre d'emplois dans la région.

Aux yeux du maire Ducharme, le fait que l'Outaouais est une région limitrophe constitue également un avantage important pour Gatineau. « La formation d'une table des maires avec mon homologue d'Ottawa et avec le président de la Commission de la capitale nationale permettra une meilleure synergie sur le plan du développement de notre potentiel de croissance dans la complémentarité et la diversité, explique-t-il. On va être capable de faire front commun dans certaines revendications touchant la grande région Gatineau-Ottawa, et on va aussi pouvoir faire le poids quand viendra le temps de négocier pour notre propre intérêt. On a souvent dit qu'on était à l'ombre de la Tour de la paix. Je veux maintenant qu'on déplace le soleil ! Avec le temps, on va voir une augmentation de la croissance, de la construction et du pouvoir d'attraction d'entreprises. On verra aussi une consolidation des pôles universitaire, institutionnel, industriel et commercial. »

Autre défi d'importance pour les élus de Gatineau : gérer la ville de concert avec les organismes de développement régionaux tels que le Conseil régional de développement de l'Outaouais, la Société de diversification économique de l'Outaouais, les Centres locaux de développement et Emploi-Québec. « Tous ces organismes ont des visions stratégiques du développement de la région de l'Outaouais. Il faut que la ville les considère tout de suite, ce qui n'a pas toujours été le cas auparavant », relate le professeur Robitaille.

L'impact de la fusion

Il n'y a pas de doute qu'une fusion municipale n'est pas une mince affaire. Et ça touche bien plus que la structure d'une ville. En fait, c'est l'ensemble de tous les intervenants régionaux qui doivent remettre en question leur rôle. C'est le cas notamment pour le Conseil régional de la culture de l'Outaouais, le Conseil régional des loisirs de l'Outaouais, l'Association touristique de l'Outaouais, Emploi-Québec et l'Université du Québec à Hull.

« Pour certains, il faudra songer à se fusionner, explique le professeur Robitaille. C'est d'ailleurs ce qu'ont commencé à faire les corporations de développement économique communautaires qui avaient pignon sur rue à Buckingham, à Gatineau et à Hull et qui tentent maintenant de réorganiser leurs services



L'avenir de Gatineau semble prometteur sur plusieurs plans, mais les défis restent nombreux. Il faudra entre autres faire preuve de créativité pour unir physiquement une population répartie sur un territoire si étendu. Une des stratégies du nouveau conseil municipal sera d'aménager un important réseau de transport en commun desservant plus efficacement l'est et l'ouest de la nouvelle ville pour que les citoyens du secteur de Buckingham et de Masson-Angers sentent qu'ils font partie de la grande famille, et ce, malgré la distance qui les sépare.

« Ce n'était pas un choix évident d'inclure Buckingham et Masson-Angers dans les limites de la nouvelle ville, admet le maire Ducharme, mais c'était la meilleure des décisions. En les intégrant à l'intérieur du pôle urbain, il y aura éventuellement un rapprochement des communautés, et il y aura moins de pression sur le développement du secteur rural. »

Le potentiel du secteur agroalimentaire a d'ailleurs été une révélation pour le maire Ducharme au cours de sa campagne électorale. « Je vais certainement m'y attarder. J'ai demandé à ce qu'on rajoute un siège à la corporation de développement économique pour un représentant de la table agroalimentaire. Il ne faut pas oublier que 36 p. 100 de notre territoire est rural. Les citoyens de ce territoire feront dorénavant partie intégrante de notre nouvelle culture d'entreprise. »

en fonction de la nouvelle réalité. Pour le Conseil régional de la culture de l'Outaouais et le Conseil régional des loisirs de l'Outaouais, il faudra aussi s'assurer d'être équitable quant à l'offre de services entre la municipalité, qui va avoir les gros sous, et le reste de la région de l'Outaouais. »

Toutefois, parmi les personnes qui ont le plus ressenti les bouleversements de la fusion, il faut certainement compter le personnel de chacune des cinq villes fusionnées. Pour eux, la tension et l'incertitude se sont faites sentir dès l'adoption de la *Loi 170*. Une des priorités du conseil municipal sera de consolider l'harmonie au sein de l'administration municipale. « Depuis plus d'un an, c'est quelque 2000 personnes qui sont sollicitées et taxées par tout le processus de la fusion, soutient le maire Ducharme. Il nous faudra arriver à recréer une harmonie entre les employés provenant de 6 cultures d'entreprise et les 17 nouveaux membres du conseil et rebâtir une équipe. »

Aux premières loges de la vaste opération de la fusion, il y a eu le Comité de transition de l'Outaouais qui s'est affairé, entre autres à mettre sur pied une nouvelle équipe. Pour les membres du Comité, il n'y a pas de doute que l'année 2001 a été mouvementée et remplie de défis. Renaud Paquet, professeur au Département de relations industrielles de l'UQAH, en sait quelque chose. Spécialiste en négociation collective et en relations de travail, c'est lui qui



Renaud Paquet

avait été désigné par la ministre Louise Harel pour mener le dossier des ressources humaines et des relations de travail au sein du Comité. Il lui fallait donc faire la transition entre les anciennes organisations et la nouvelle administration municipale.

Responsable d'un des plus grands dossiers de cette fusion, Renaud Paquet a dû gérer la transition de quelque 2000 postes, ce qui n'est pas peu dire! Surtout que la *Loi 170* prévoyait que chaque employé en poste au moment de la fusion devait être assuré d'un emploi dans la nouvelle structure. Au programme : établir, à partir des 22 unités d'accréditation syndicale existantes, une nouvelle structure comprenant seulement 5 unités, faire la négociation de mécanismes d'intégration des employés et harmoniser jusqu'à un certain point les conditions de travail.

Le défi était de taille, mais Renaud Paquet est très satisfait de son expérience. Son plus grand défi a été d'amener les organisations syndicales et toutes les parties à s'entendre dans les délais prescrits. « Tous les gens impliqués voulaient atteindre le même but, mais ils devaient en même temps jouer leur rôle qui est de défendre leur territoire. Le plus difficile a été d'arriver à un consensus au sein des 6 parties patronales, puis de faire la même chose du côté des 22 organisations syndicales, pour ensuite arriver à un autre consensus entre les parties patronales et syndicales. »

Toutefois, bien que les postes aient été attribués et que la nouvelle ville soit opérationnelle depuis le début janvier, beaucoup de choses restent à faire. Force est d'admettre qu'on ne peut pas gérer les ressources humaines comme on gère un budget. L'inquiétude et l'insécurité ne sont pas disparues comme par magie le 1^{er} janvier 2002. Pour certaines personnes, la fusion a provoqué des bouleversements majeurs. La plupart n'ont plus le même patron, d'autres n'ont plus les mêmes fonctions, et certains travaillent à un endroit différent.

« Plus des deux tiers des employés ont réussi à obtenir le poste qu'ils souhaitaient, affirme Renaud Paquet. Ils sont donc positifs face à la fusion. Les autres, par contre, sont craintifs et insatisfaits. C'est normal, et c'est pourquoi un des grands défis de gestion du nouveau conseil sera de recréer une unité au sein de la fonction publique. »

Mission accomplie

Outre le dossier des relations de travail, le Comité de transition en a eu plein les bras avec la mise en place de la structure organisationnelle, le budget et les dossiers des élections et du choix du nom de la ville. Depuis le 31 décembre, tous les dossiers ont été transférés aux employés de la nouvelle ville. Le Comité de transition de l'Outaouais n'existe plus.

Est-ce qu'on peut dire *mission accomplie*? « Tout à fait, n'hésite pas à dire Renaud Paquet. Je n'ai aucun doute à ce sujet. Et sur tous les fronts! C'est sûr qu'il n'y a rien de parfait; le temps va probablement nous dire qu'on a fait des gaffes, mais on avait une bonne expertise multidisciplinaire. Chacun a été admis pour son expertise bien précise, et il y avait une bonne chimie entre nous. Je n'ai jamais travaillé avec un gestionnaire aussi brillant que Gilbert Lacasse. Nous étions bien dirigés, nous avions une excellente collaboration des villes et nous avions un mandat clair. Nous avons donc tous les ingrédients pour que ça fonctionne. »

Le maire Ducharme aussi se dit assez satisfait du travail des membres du Comité. « Je pense que dans l'ensemble, ça été un travail administratif bien fait, surtout dans le temps qu'ils ont eu pour le réaliser. Cependant le fait qu'il n'y ait pas eu de gens avec une expérience pratique au niveau municipal au sein du comité a peut-être généré plus de conflits. Entre la théorie et la pratique, il y a deux mondes. Certains points devront donc être modifiés. Mais je peux dire que dans l'ensemble, ils ont fait du bon boulot. »

Pour Martin Robitaille, le Comité a rempli son mandat de façon brillante en peu de temps. « Je leur lève mon chapeau, car ça ne doit pas être si évident d'y arriver. Il ne fallait toutefois pas s'attendre à ce que les membres du Comité prennent toutes les décisions. Ce n'était pas leur mandat. C'est maintenant le travail des nouveaux élus. Il serait même normal que ces derniers reprennent certaines décisions du Comité de transition s'ils jugent que c'est mieux comme ça. Mais attention! Ils devront être prudents et se donner un temps de réflexion avant d'agir, parce que les anciennes pratiques risquent de prendre le dessus très rapidement. S'ils ne se donnent pas le temps d'avoir une vision commune et à long terme de ce que devrait être la nouvelle ville, ils risquent de faire des erreurs dès le départ. »

Un avenir prometteur

Il est difficile de prévoir quel sera l'avenir de Gatineau dans 15 ou dans 20 ans, mais une chose est sûre, son potentiel de développement est immense, tant sur le plan économique que sur les plans social et culturel.

« Il faut construire la nouvelle ville à partir des forces de chacune des cinq municipalités qui la constituent et l'aider à en développer d'autres, affirme Martin Robitaille. Il y a aussi une diversification économique qui doit se faire de façon planifiée entre le rural et l'urbain », rappelle-t-il.

Le défi est grand et stimulant. Si tout le monde met l'épaule à la roue, que ce soit les élus, les citoyens, les organismes, les institutions ou les entreprises de l'Outaouais, Gatineau est certainement vouée à un avenir prometteur.

Un nouveau nom pour l'UQAH

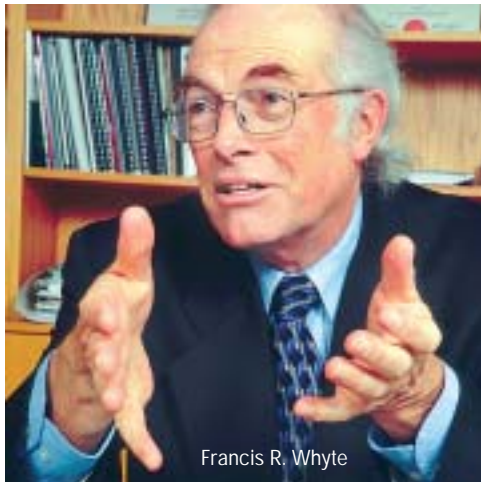
Depuis plus d'une décennie déjà, l'UQAH cherche à renforcer sa mission régionale. Elle avait commencé à le faire en ajoutant la devise *L'Université en Outaouais* à son nom. Mais voilà que le changement du nom de la ville offre maintenant la possibilité à la direction de l'UQAH de se donner une nouvelle identité lui permettant enfin d'afficher sa mission régionale. Son choix : *Université du Québec en Outaouais* (UQO).

Pour le recteur de l'UQAH, Francis R. Whyte, il n'y a aucun doute que ce choix est le bon. « Ce qui est important pour l'Université, c'est de porter une vue d'ensemble sur toute la région, et pas seulement le milieu urbain. Dans ce sens, le changement du nom pour l'*Université du Québec en Outaouais* serait un pas dans la bonne direction. Ça va aussi de pair avec les opérations actuellement en cours pour renforcer la présence de l'Université dans la grande région de l'Outaouais, et même au-delà, dans les Hautes-Laurentides. »

Martin Robitaille est entièrement d'accord avec cette vision. « Notre rayonnement, c'est tout l'Outaouais, et pas uniquement Gatineau. Pourtant, la grande majorité de la population considère que nous répondons à des besoins

Le recteur Whyte comprend que cette interprétation soit possible, mais soutient qu'elle est erronée. « Je ne peux qu'insister sur le fait que ce choix de l'Université n'a pas été fait en réaction au changement de nom de la ville, mais qu'il s'agit d'un changement que nous souhaitons depuis de nombreuses années. Il serait malheureux qu'on en déduise que l'Université tourne le dos à la nouvelle ville. Au contraire, je pense qu'elle sera un partenaire dynamique et important pour Gatineau. »

Cette explication est pourtant loin de satisfaire le maire Yves Ducharme : « Je me suis toujours opposé au changement du nom de l'Université pour *Université du Québec en Outaouais*. Quand on m'en a parlé il y a plusieurs années, j'y avait réagi fortement. Maintenant que le dossier revient sur la table, je crois plus que jamais qu'il s'agit d'une grave erreur et je vais m'y opposer. La ville de Hull avait fait des pieds et des mains pour être reconnue à l'échelle nationale et internationale. Maintenant, on va travailler dans le même sens pour positionner Gatineau, et on se fie sur des institutions telles que l'Université du Québec pour y arriver. Si le gouvernement accepte le nom d'*Université du Québec en Outaouais* plutôt qu'à Gatineau, j'y verrai une trahison. »



Francis R. Whyte



strictement urbains. Il y a donc une revalorisation de la mission à faire auprès de l'ensemble de la population de l'Outaouais. En choisissant *Université du Québec en Outaouais*, l'Université se positionne tout simplement dans son rôle régional. Ça va donc être le reflet de la réalité, ce que l'ancien nom ne pouvait pas offrir. »

Après consultation auprès des employés de l'UQAH, des membres des conseils d'administration de la Fondation et de l'Université et des représentants des étudiants, c'est donc le nom *Université du Québec en Outaouais* que le Conseil d'administration a adopté et soumis à l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec, qui, à son tour, a donné son avis favorable à la proposition. La balle est donc maintenant dans le camp du Conseil des ministres du gouvernement du Québec à qui revient la décision finale d'accepter ou non le nom proposé.

On pourrait croire le dossier presque clos, mais la réalité est toute autre. Le débat autour du changement de nom de l'UQAH est presque aussi émotif que celui du changement de nom de la ville et suscite de nombreuses réactions. Plusieurs personnes préféreraient *Université du Québec à Gatineau* en signe d'appui au nom de la nouvelle ville. Certains voient même dans le choix de *Université du Québec en Outaouais* un rejet du nom de la ville de Gatineau.

Même son de cloche au Comité de transition. « En tant que membre du Comité de transition, je suis très déçu du choix de l'Université, confirme Renaud Paquet, et je parle aussi au nom de mes collègues du Comité. Nous croyons fermement que l'Université devrait embarquer dans la vague du nouveau nom de Gatineau. On se rabat sur une logique d'université régionale, mais à mon avis, c'est un faux prétexte, car même quand on s'appelait *Université du Québec à Hull*, on était une université régionale. D'ailleurs, la mission régionale dépasse le cadre géographique de l'Outaouais. De toute façon, c'est le même gouvernement qui a opté pour le nom de Gatineau pour la ville qui a juridiction sur l'Université du Québec. Le Conseil des ministres va donc trancher la question, et ils vont suivre, je l'espère, le mouvement qu'ils ont commencé. C'est important que les organismes qui ont beaucoup de visibilité contribuent au changement, et l'Université a un grand rôle à jouer là-dedans. »

Les yeux sont donc rivés sur le Conseil des ministres qui devrait décider prochainement du nom de l'Université du Québec à Hull pour les décennies à venir.

Mais peu importe le nom qu'elle portera, l'Université devra poursuivre sa croissance. Et les projets sont nombreux : parachèvement de la programmation

de base, création de nouveaux programmes dans tous les cycles d'études, sans oublier le projet de consolidation des pavillons en un seul campus sur le boulevard Alexandre-Taché.

Étant dorénavant au cœur d'une des plus grandes villes du Québec, l'UQAH bénéficiera certainement du poids politique, économique et démographique accru de Gatineau pour faire valoir plus rapidement certains dossiers de développement auprès du ministère de l'Éducation. C'est du moins ce que souhaite le recteur de l'Université. « Si on prend l'exemple du campus unique, qui est un dossier important pour l'Université et structurant pour la région, je ne doute pas que si notre ville d'un quart de million de personnes disait d'une seule voix vouloir se doter d'un seul campus pour y concentrer ses énergies et ses activités, ça ajouterait beaucoup de poids au dossier, soutient M. Whyte. Surtout si on ajoute à cette voix la volonté des instances de la ville pour appuyer ce projet. »

Cet appui, il est déjà acquis. En effet, bien que le maire Ducharme ne soit pas d'accord avec les dirigeants de l'Université quant au choix du nouveau nom de celle-ci, il n'en demeure pas moins un grand ami et un fidèle allié de l'établissement.

« Une université n'a jamais assez de moyens et de ressources, convient Yves Ducharme. Le gouvernement va devoir investir davantage dans notre université, et je vais être à l'avant-plan du mouvement pour en faire la revendication. Dans la mesure où il y a un canal de communication quasi constant entre les dirigeants de l'Université et nous, nous serons là pour la défendre et l'appuyer au niveau politique, car il est primordial à mon avis que cette institution s'assure

de ne pas accuser de retard dans l'émergence de nouveaux programmes pour répondre aux besoins de la région. »

L'UQAH, principal acteur du développement régional

Parmi les nouveaux programmes tout récemment mis en place par l'UQAH, il en est un qui répond particulièrement bien aux besoins des nombreux intervenants de la région : la maîtrise en développement régional. Grâce à ce programme, l'UQAH se positionne comme chef de file en matière de développement régional en Outaouais.

Selon Martin Robitaille, « C'est un programme de l'UQAH, mais c'est d'abord et avant tout un outil de développement régional. L'avantage de cette maîtrise, c'est qu'elle est un carrefour de disciplines. On y parle autant de sciences économiques, de culture, de développement social, de tourisme et de loisir, que de développement de la main-d'œuvre. Les préoccupations sont immenses. Il y a tous ces champs qui s'entrecroisent à l'intérieur d'une dynamique de développement régional. C'est extrêmement intéressant pour tous les intervenants de la région ».

Ça fait au-delà de 10 ans que les organismes de développement régional demandent à ce qu'il y ait une formation dans ce domaine à l'UQAH. Depuis janvier 2002, les intervenants du milieu peuvent dorénavant venir y puiser des ressources et de nouvelles compétences, et les organismes peuvent compter sur l'expertise des chercheurs de l'Université. D'un autre côté, l'Université fera appel à l'appui des organismes de développement régional pour aider à la formation des futurs agents de développement dans le cadre de leurs stages. Voilà un bel exemple de collaboration université-milieu. ■





Françoise Boivin

A V O C A T E S

Quand le savoir et l'expérience s'allient,
l'excellence surgit !

Plus de quinze années à défendre les intérêts de nos clients en droit du travail font de nous des spécialistes des modes de résolution de conflits

- **Négociation**
- **Médiation**
- **Conciliation**
- **Arbitrage**

Solidement implantée dans la communauté, l'étude offre aussi des services professionnels dans une variété de domaines du droit :

- **Administratif**
- **Civil**
- **Corporatif**
- **Commercial**

**VOUS POUVEZ TOUS COMPTER SUR DES AVIS
JURIDIQUES JUDICIEUX EN TOUT TEMPS.**

FRANÇOISE BOIVIN, AVOCATES

160, boulevard de l'Hôpital, bureau 104
Gatineau (Québec) J8T 8J1

Téléphone : (819) 243-7293
Télécopieur : (819) 243-5913
francoiseboivin@videotron.ca

Une pratique du droit raisonnable et raisonnée.



Pierre Collette

On pourrait dire de Pierre Collette qu'il est l'homme de tous les changements. En effet, depuis plus de 25 ans, ce psychologue organisationnel étudie, décortique et tente de faciliter les changements au sein des organisations.

Par Nicole Paquette

Collerette :

L'art de faciliter le changement

En ces temps mouvementés où les mises à pied, les restructurations et les fusions font partie du vocabulaire quotidien, Pierre Collerette prône un certain pragmatisme, une navigation à vue pour garder le cap immédiat et la tête hors de l'eau. Car la « zone de turbulence » que nous traversons, le mot est de lui, ne semble pas devoir prendre fin dans un avenir immédiat.

« Je vois peu d'espoir à l'horizon. Je ne vois pas de nouveau système de société, pas de projet de société. Sans vouloir être impoli, je dirais que je vois surtout du rafistolage », déclare ce professeur en sciences administratives à l'Université du Québec à Hull.

Pour expliquer cette ère de changements, il adhère à l'idée d'une mutation de civilisation. Reprenant une allégorie du futurologue bien connu Alvin Toffler, il suggère que nous sommes présentement pris dans le remous de deux vagues : celle qui se retire de la plage et celle qui vient y déferler. Dans un tel tourbillon, qui peut dire quels grains de sable sont porteurs d'avenir et lesquels seront rejetés vers l'arrière, interroge Pierre Collerette.

Dans ce contexte, le professeur suggère à ses étudiants, des gestionnaires pour la plupart, de « naviguer en temps réel ». D'oublier cette mode de la gestion « en temps différé » qui a prévalu jusqu'à la fin des années 1980, et où toutes les étapes du développement d'une entreprise étaient inscrites dans un plan qui prenait des semaines à voir le jour, puis des mois à entrer en application.

« Quand un avion entre dans une zone de turbulences, il faut arrêter le pilotage automatique. Le pilote doit avoir le pied sur la commande, faire un monitoring constant de la situation, les yeux perçants. C'est la seule façon de sortir des turbulences. »

Depuis plusieurs années, Pierre Collerette consacre ses efforts de recherche à la mise au point d'une méthode de gestion qui facilite les changements. Car dans 80 % des cas, soutient le chercheur, les changements ne se font pas en douceur et n'atteignent pas les résultats escomptés.

Pour y arriver, il propose aux gestionnaires d'être très présents, très actifs, tout en associant les

autres personnes concernées à la démarche. Pierre Collerette estime aussi que le changement est plus facile à réussir lorsqu'il se fait sous la pression de facteurs externes, plutôt que sous l'impulsion des modes ou des idéologies.

Lui qui a commencé sa carrière en 1976 comme consultant en développement organisationnel se rappelle la prédominance de certaines philosophies, certaines idéologies à cette époque. La formation du personnel et son épanouissement prédominaient, le mot autorité était absent des manuels destinés aux futurs gestionnaires.

« Pourtant, l'autorité est une des bases de la fonction de gestion », rappelle celui qui se réjouit du retour d'un certain « pragmatisme » dans le domaine.

De la théorie à la pratique

Les principes qu'il défend, Pierre Collerette a eu l'occasion de les mettre en pratique puisqu'il a troqué à plusieurs reprises la craie du professeur pour un poste de gestionnaire.

« Dans 80 % des cas, les changements ne se font pas en douceur et n'atteignent pas les résultats escomptés. »

Ce natif de Sainte-Thérèse-de-Blainville a étudié la psychologie des relations humaines à l'Université de Sherbrooke, obtenant un baccalauréat et une maîtrise dans ce domaine. « J'aime essayer de comprendre les comportements humains dans une organisation, ce qui motive le gens, comment ils se comportent en groupe, les collaborations ou les conflits entre les services d'une entreprise », explique Pierre Colletterte.

Il ne sait pas d'où lui vient cet intérêt pour les organisations et leur dynamique, un intérêt qui s'est manifesté dès ses études collégiales. « J'ai toujours été engagé dans des activités, jamais dans un but politique, mais j'ai participé à l'organisation de différents événements, j'ai été cofondateur d'un club de ski, par exemple. »

En 1980, il obtient un poste à l'Université du Québec à Hull pour y enseigner le changement organisationnel au certificat en animation. La même année, il occupe un premier poste de gestion à titre de directeur du Département de sciences humaines. Sept ans plus tard, il dirige un an le Centre d'aide aux PME, puis, à la fin des années 1980, il est à nouveau directeur du Département de sciences humaines.

Après un retour à l'enseignement puis l'obtention d'un doctorat en sciences de l'information et de la communication, en 1995, le professeur plonge à nouveau dans la pratique en devenant directeur du nouveau Bureau de liaison université-milieu, de 1995 à 1997. À titre de gestionnaire, il tente de proposer « une certaine vision des choses, de mobiliser l'équipe autour du projet auquel on travaille. J'apporte certainement la détermination de réussir. Quand je m'engage dans un projet, je veux réussir et je communique cette détermination. »

En fait, quel que soit le rôle qu'il joue dans une organisation, Pierre Colletterte y apporte toujours la même énergie et la même efficacité, souligne son collègue Alain Beaufile, lui aussi enseignant en sciences administratives à l'UQAH.

Selon lui, Pierre Colletterte est un enseignant accompli, qui se consacre également aux quatre grandes tâches d'un professeur d'université : l'enseignement, la recherche, les tâches administratives et l'apport à la collectivité. « C'est un homme de devoir, qui a un sens aigu de l'éthique. Il n'y a pas beaucoup de choses qui l'horripilent plus que les trafics. C'est une personne profondément honnête, même spartiate », indique Alain Beaufile.

Peu enclin aux discussions purement théoriques, son collègue aime que ses activités de recherche et d'enseignement « soient ancrées dans la réalité concrète et une réalité qu'il a vécue. »

« Il a écrit quelques livres sur ce que devrait être une organisation et le rôle d'un dirigeant », explique Alain Beaufile. « Ce sont des écrits très pratiques; on peut les lire et faire un meilleur travail dès le lendemain. »

Le citoyen d'abord

C'est un peu cette même orientation pragmatique que Pierre Colletterte a apportée au Comité de transition de l'Outaouais, au sein duquel il a œuvré de janvier 2001 à janvier 2002.

Il était passablement réticent à joindre le Comité, avoue-t-il. « Je suis de ceux qui se méfient des grandes organisations. J'ai toujours trouvé que cette volonté de fusionner les villes comportait des risques importants. En ce sens, je n'étais pas différent d'un grand nombre de citoyens », indique ce résident d'Aylmer, une des municipalités touchées par la fusion.

Les grandes organisations ont davantage de moyens, c'est vrai, reconnaît-il. Toutefois, les risques de dérapage sont aussi réels : centralisation des pouvoirs, éloignement des citoyens, lourdeur bureaucratique, etc.

Pour éviter ces pièges, Pierre Colletterte et ses collègues du Comité de transition se sont donné quelques grandes lignes directrices : mettre sur pied

des structures qui demeurent près des citoyens, éviter la multiplication des paliers entre le directeur général et ses collaborateurs, engager les employés municipaux dans le changement en cours, etc.

« Nous avons été très vigilants. Nous ne nous sommes pas gênés pour demander à des comités de poursuivre leur travail pour améliorer leurs propositions ou pour leur dire “non, ça, ça peut se faire différemment, il y a trop de couches de gestionnaires.” » D'ailleurs, les services opérationnels comme les travaux publics, les loisirs, la sécurité, qui touchent directement les citoyens, ont été placés au cœur de la nouvelle structure.

Bien que se disant « très satisfait, dans l'ensemble » du travail accompli durant l'année 2001, Pierre Colletterte ne se fait pas d'illusions. La vraie fusion, le vrai changement a débuté en janvier 2002, et ce sont les personnes en poste maintenant qui feront face aux problèmes et auront à les résoudre.

« Il va y avoir une friction de cultures, la culture des gens d'Aylmer n'est pas la même que celle des gens de Gatineau ou de Hull », souligne-t-il. « Cela va demander un bon accompagnement des gestionnaires auprès de leur équipe. Il va y avoir beaucoup d'essais et d'erreurs. »

Au terme de cette année, son opinion sur les fusions municipales a-t-elle changé ? « Le recours à des fusions comme solution pour les problèmes qu'on voulait régler, c'est un choix idéologique de la part du gouvernement. Est-ce que c'est la bonne voie à emprunter, celle des grandes organisations, des municipalités avec de grands territoires ? Je n'en sais strictement rien, et il n'y a personne qui le sait à ce moment-ci », estime le professeur Colletterte. « Dans 10 ans, on va commencer à le savoir, et on aura une bonne idée de la réponse dans 15 ou 20 ans. » ■



Omega Étienne
Étudiant aux cycles supérieurs



Université
du Québec
à Hull

ENTREPRENEZ DES ÉTUDES UNIVERSITAIRES À TEMPS PARTIEL OU COMPLET ET OFFREZ-VOUS UN PERFECTIONNEMENT QUASI SUR MESURE DANS UN DES DOMAINES D'ÉTUDES SUIVANTS :

- ADMINISTRATION, COMPTABILITÉ
- GESTION DE PROJET, GESTION DU CHANGEMENT, CONSULTATION
- RELATIONS INDUSTRIELLES ET RESSOURCES HUMAINES
- INFORMATIQUE
- TRADUCTION, RÉDACTION
- ARTS ET DESIGN
- TRAVAIL SOCIAL, PSYCHOÉDUCATION
- ÉDUCATION, ANDRAGOGIE, ANIMATION
- SCIENCES INFIRMIÈRES
- SCIENCES SOCIALES, COMMUNICATION

VOUS ENVISAGEZ POURSUIVRE DES ÉTUDES UNIVERSITAIRES À TEMPS PARTIEL OU COMPLET ? PROFITEZ DES COURS OFFERTS PAR L'UQAH POUR DONNER UN COUP DE POUCE À VOTRE CARRIÈRE. VOTRE AVENIR AURA FIÈRE ALLURE ! NOS DIVERS CERTIFICATS, PROGRAMMES COURTS, DIPLÔMES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES ET PROGRAMMES DE MAÎTRISE ET DE DOCTORAT VOUS PERMETTRONT DE COMPLÉTER VOTRE FORMATION. EXACTEMENT CE QU'IL VOUS FAUT !

L'AVENIR A FIÈRE ALLURE

BUREAU DU REGISTRAIRE
PAVILLON LUCIEN-BRAULT
(819) 773-1850
1 800 567-1283, POSTE 1-1850

Cliquez sur « Venez étudier »
www.uqah.ca



Ilham Benyahia
Professeure



PAUL PRÉSEULT:
DANS LES

COUM
M

HULL A TOUJOURS AIMÉ ÊTRE SOUS
LES PROJECTEURS. DERRIÈRE SES AIRS
MODESTES, CETTE VILLE, QUI FAIT
DORÉNAVANT PARTIE DE NOS SOUVENIRS
ET DE NOS LIVRES D'HISTOIRE, A SU BRILLER
AUX CÔTÉS DE SES MUNICIPALITÉS VOISINES
ET MALGRÉ L'IMPOSANTE PRÉSENCE
D'OTTAWA, CETTE GRANDE DAME QUI ATTIRE
LES REGARDS, A *MARI USQUE AD MARE*.
ALORS QUE HULL CHANGE DE VISAGE
ET S'AMALGAME À GATINEAU, AYLNER,
BUCKINGHAM ET MASSON-ANGERS POUR
DEVENIR LA GRANDE VILLE DE GATINEAU,
LE TEMPS EST VENU DE DONNER LA PAROLE
À L'UN DE CEUX QUI A CONSACRÉ UNE
GRANDE PARTIE DE SA VIE ET DE SES
ÉNERGIES À LA FAIRE SORTIR DE L'OMBRE.
PORTRAIT D'UN HOMME DE COULISSES.

Le 10 mai 1972, Paul Préseault termine ses études collégiales en techniques administratives, option finances. Le 11 mai 1972, il devient commis-caissier au Service des finances de la Ville de Hull, « le poste le plus bas de l'échelle salariale », se souvient celui qui est aujourd'hui trésorier et directeur du module des Finances de la nouvelle ville de Gatineau.

Loyal, Paul Préseault? C'est peu dire. Ce gestionnaire que le maire Yves Ducharme n'hésite pas à qualifier de « bourreau de travail » et de « visionnaire financier » aura été à l'emploi de la Ville de Hull pendant près de trois décennies. Et c'est un à un qu'il a gravi les échelons de la hiérarchie municipale.

De commis-caissier à aide-administrateur, puis directeur adjoint du service des aréas et du service des finances de la Ville, ce Hullois d'origine a touché à divers aspects de la gestion municipale au cours de ses premières années passées à la Maison du citoyen.

« J'AVAIS TOUT À APPRENDRE,
MAIS JE PRENAIS MA PLACE
ET N'AVAIT PAS PEUR D'AFFIRMER
MES IDÉES », SE SOUVIENT-IL.

Pour obtenir de l'avancement, il choisit de faire un détour « obligé » à l'Université du Québec à Hull. « Après mes études collégiales, j'avais décidé de me lancer sur le marché du travail pour amasser un peu d'argent et prendre une pause avant d'entamer des études universitaires, se souvient-il. Mais je savais que je devais aller à l'université pour me réaliser pleinement. » Ses études en administration des affaires à l'UQAH lui auront donné « une méthode de travail » et une « vision plus large du monde des finances ». Les travaux d'équipe ont également permis à cet administrateur de saisir toute l'importance de bâtir des équipes hétérogènes, « où les forces de chacun doivent être mises en évidence pour le bien de tous et du but à atteindre. »

COULISSES MUNICIPALES

Par Manon Côté

Baccalauréat en poche, Paul Préseault parvient à obtenir le poste qu'il convoite depuis longtemps : directeur des services administratifs et des finances et trésorier de la Ville. La tâche est imposante. Il doit préparer le budget annuel et pluriannuel de la Ville, alors qu'en pleine récession les citoyens désapprouvent les dépenses publiques, diriger les activités du service des finances et négocier quatre conventions collectives.

Puis en octobre 1990, il est nommé au poste de directeur général de la Ville de Hull. Paul Préseault ne veut pas seulement gérer des budgets et des crises. Il souhaite aussi bâtir une solide équipe.

C'est sur le terrain qu'il constate, jour après jour, que les employés constituent la véritable force motrice d'une organisation. À titre de directeur général, il abolit notamment des paliers hiérarchiques afin d'être plus près de la base, fusionne des services municipaux et supprime 32 postes.

PAUL PRÉSEULT RÉPOND À NOS QUESTIONS EN VRAC.

**Si je vous dis « Comité de transition »,
qu'est-ce que cela évoque pour vous ?**

Je déplore que le Comité de transition de l'Outaouais n'ait pas été formé de gens qui avaient une expérience concrète du monde municipal, comme cela s'est fait dans d'autres régions de la province. Je crois qu'on a fait un mauvais choix en nommant un grand nombre d'universitaires à ce comité. Une municipalité, c'est du quotidien, des employés et des contribuables, du déneigement, des arénas et des bibliothèques. Ce n'est pas théorique, c'est terre-à-terre.

**Comment avez-vous réussi à accepter
le changement d'emploi que vous a imposé la fusion ?**

Avec le temps, je me suis rendu compte que l'on ne remettait pas en question mes compétences, mais que l'on avait fixé des critères d'embauche auxquels mon profil professionnel ne correspondait pas. J'ai aussi lu un excellent livre, *Qui a piqué mon fromage?* de Spencer Johnson, qui parle justement de la gestion du changement. En fait, je l'ai lu et relu à trois ou quatre reprises.

Que pensez-vous de la privatisation des services municipaux ?

Je ne suis pas un fervent de la privatisation. Peut-être que l'on pourrait faire épargner 20 dollars au contribuable par année en privatisant les services de déneigement. Mais peut-être aussi que nos rues ne seraient pas déneigées aussi rapidement qu'elles le sont en ce moment. Je pense qu'au contraire, les villes sont appelées à jouer un rôle encore plus visible, encore plus grand auprès des citoyens ces 10 ou 15 prochaines années. Les villes représentent le gouvernement le plus près des gens; il ne faut pas l'oublier.

Quel est votre coin préféré dans votre nouvelle ville ?

Je dois avouer que j'aime beaucoup le secteur d'Aylmer. J'aime le charme de ce coin de ville. Et je suis convaincu qu'Aylmer gardera son identité propre, fusion ou non.

À ses yeux, la gestion des ressources humaines demeure l'une de ses plus grandes réalisations à titre d'ex-chef de l'administration municipale à la Ville de Hull. « J'ai toujours voulu motiver les employés et être à leur écoute. Je recevais dans mon bureau les exécutifs de syndicats comme les directeurs de services », raconte-t-il. Si cette ouverture a parfois dérangé, les résultats, eux, ont été concluants. Sous sa gouverne, l'ensemble des conventions collectives sont réglées à l'amiable, et Hull devient la première ville québécoise à se conformer à la *Loi 102* imposant une réduction de 6 p. 100 de la masse salariale après concertation avec les syndicats.

« Monsieur le directeur général » a ainsi passé 11 ans à coordonner 13 services municipaux, à motiver de près comme de loin quelque 700 employés et à gérer un budget d'opération de 114 millions de dollars.

L'ère des fusions municipales a toutefois marqué un tournant dans la vie de ce haut dirigeant municipal. Grand défenseur de la fusion en Outaouais, il a toujours été conscient qu'il mettait son poste en jeu en faisant la promotion de cette idée de grandeur. « Pour moi, fusion est synonyme de répartition des ressources et de la richesse, de développement économique et de force de frappe, soutient l'administrateur. Et avec la grande ville d'Ottawa de l'autre côté de la rive, nous n'avions plus de choix d'agir si nous voulions attirer des investissements dans nos villes. »

Pour Paul Préseault, la fusion a également rimé avec remise en question. Condamné à perdre son poste de directeur général, il a dû, tout comme ses homologues des autres municipalités fusionnées, prendre part à un processus de sélection serré visant à choisir le directeur de la nouvelle grande ville de Gatineau.

Le Comité de transition a finalement choisi Marc Laroche, un candidat recruté à l'extérieur de la région. « Je me suis demandé quelles avaient été les erreurs que j'avais pu commettre et qui auraient expliqué le choix du Comité. J'ai fait toute une rétrospective sur ma vie professionnelle. Et j'ai aussi pensé quitter le monde municipal », avoue celui qui gère maintenant l'immense portefeuille de la Ville de Gatineau.

Il choisit de rester. Pourquoi ? Pour vivre la fusion de l'intérieur. Pour influencer aussi sur le premier budget de l'histoire de la nouvelle ville, sur son plan d'immobilisation et sur sa structure de taxation. « Le plus grand défi pour moi, c'est de bâtir cette ville-là au niveau des finances et de maximiser nos revenus pour que le citoyen en ait le plus pour son argent. »

Celui qui pensait passer un an ou deux à la Ville de Hull au sortir de ses études compte maintenant occuper le poste de trésorier et directeur du module des Finances pendant trois ou quatre ans. Une nouvelle histoire s'écrit déjà dans les coulisses. ■





LES GARDERIES EN MILIEU FAMILIAL : DES AGENTES DE PRÉVENTION EN PUISSANCE

Par Nicole Dugré

Sylvain Coutu

L'ENVIRONNEMENT DANS LEQUEL ÉVOLUE UN ENFANT AU COURS DES PREMIÈRES ANNÉES DE SA VIE PEUT AVOIR DES EFFETS DURABLES SUR SON DÉVELOPPEMENT ET SON ADAPTATION SOCIALE. LE PREMIER MILIEU DE VIE DE L'ENFANT, SA FAMILLE, EST BIEN SÛR CELUI DONT LES RETOMBÉES SONT LES PLUS IMPORTANTES, MAIS LE MILIEU DE GARDE QUE FRÉQUENTE L'ENFANT PEUT AUSSI EXERCER UNE INFLUENCE NON NÉGLIGEABLE.

Les médias ont abondamment parlé du manque criant de places en garderies et du coût du système public, subventionné en grande partie par l'État. Dans un contexte où l'on prévoit que le nombre d'enfants fréquentant des garderies régies par le ministère de la Famille et de l'Enfance passera de 140 000 à 200 000 d'ici quatre ans (alors qu'il s'élevait à peine à 80 000 au début des années 90), il est d'autant plus essentiel de se pencher sur les besoins d'appui professionnel que peuvent avoir les personnes qui prennent soin des petits d'âge préscolaire pendant que leurs parents sont au boulot.

C'est ce qu'a choisi de faire QEMVIE*, le Groupe de recherche sur la qualité éducative des milieux de vie de l'enfant qui mène aussi divers autres projets liés à ce champ d'étude. Sylvain Coutu, le coordonnateur du groupe, est professeur en psychoéducation à l'UQAH spécialisé en psychologie du développement de l'enfant. Lui et trois autres professeurs de l'Université membres de QEMVIE ont voulu examiner de plus près les réalités des garderies en milieu familial, moins bien connues parce qu'elles ont fait l'objet de moins de recherche que celles des garderies dites « en installation ». Ce projet a bénéficié d'un financement de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais et de l'appui du centre de la petite enfance *Aux Nids des Petits* de Hull.

Une intervention jamais trop précoce

Les membres de QEMVIE se sont donc demandé comment il serait possible d'appuyer les éducatrices – ce sont presque à 100 p. cent des femmes – des garderies familiales afin qu'elles puissent favoriser le développement des enfants de manière plus efficace et être mieux outillées pour intervenir dans les situations difficiles. « Car si en général les enfants réussissent à s'adapter sans trop de problèmes au milieu de garde, il en va tout autrement pour certains d'entre eux qui présentent des comportements plus extrêmes, plus agressifs, pouvant parfois dérouter les éducatrices, même celles qui possèdent une formation universitaire en psychoéducation », explique Sylvain Coutu.

« Il a été démontré, souligne le professeur Coutu, que si l'on ne fait rien pour aider les enfants présentant les formes les plus sévères et les plus précoces d'agressivité, ces problèmes auront tendance à s'ancrer et à s'aggraver à plus long terme. Cela est très préoccupant », poursuit-il. Les enseignants du premier cycle du primaire sont d'ailleurs en première ligne pour constater combien il aurait fallu intervenir bien plus tôt pour pouvoir régler les lourds problèmes de comportement que présentent certains de leurs élèves. « Les milieux de garde ont un potentiel sous-exploité sur le plan de la prévention des difficultés d'adaptation sociale des enfants, fait valoir M. Coutu. L'objectif du projet était donc de sensibiliser davantage le personnel des garderies en milieu familial à ce rôle préventif et de lui fournir en bout de ligne des moyens de mieux répondre aux besoins des enfants. »

Branchés sur la réalité du milieu

Ne s'identifiant aucunement à ces universitaires « pelleteux de nuages », les membres de l'équipe tenaient à ce que les activités préventives qui seront éventuellement proposées découlent directement des difficultés, des préoccupations et des besoins exprimés par les éducatrices et qu'elles collent étroitement à leur réalité. Une vaste collecte d'information a donc eu lieu en 1999 et 2000 auprès de 54 éducatrices provenant d'autant de garderies en milieu familial de Hull, avec la collaboration de deux centres de la petite enfance (CPE) de la région qui ont aidé au recrutement des répondantes (CPE Aux Nids des Petits et CPE des Premiers pas).

Les éducatrices ont été rencontrées une première fois pour examiner leurs stratégies éducatives et les difficultés vécues en intervention. Au cours des entrevues, les éducatrices ont été amenées à décrire les problèmes de développement et d'adaptation sociale constatés chez les enfants qui leur sont confiés, de même qu'à préciser les difficultés qu'elles éprouvaient à gérer de tels comportements ainsi que les stratégies qu'elles utilisent. Ce volet a permis de cerner les situations et les comportements les plus problématiques et de vérifier si les éducatrices estimaient posséder les compétences adéquates pour y faire face.

Autre thème qu'ont abordé les chercheurs : la qualité de la communication parents-éducatrice. Une question extrêmement importante puisque, comme l'explique Sylvain Coutu, « plus les éducatrices et les parents parviennent à établir une bonne communication et à trouver des moyens de résoudre les différends (que ce soit à propos du menu du dîner ou de leurs valeurs éducatives), plus c'est l'enfant qui en profite ». À ce stade, l'équipe a non seulement rencontré les éducatrices pour une seconde entrevue, mais a aussi interviewé un nombre impressionnant de 80 parents d'enfants fréquentant ces milieux de garde. On leur a notamment demandé de définir ce qui les influençait dans leur choix d'un milieu de garde et comment ils percevaient l'éducatrice du milieu qu'ils avaient choisi.

Des pistes prometteuses

L'analyse de toutes ces données est maintenant terminée et l'on partagera au début de l'année 2002 les conclusions de l'étude avec les participants (éducatrices et parents), les CPE et les services sociaux. « Les besoins d'appui les plus grands qui ont été exprimés par les éducatrices se situent sur le plan des comportements d'externalisation – l'enfant qui frappe, mord, injurie ou menace un autre enfant, qui fait une crise de colère, ou qui exprime son mécontentement en brisant ou en lançant des objets. Les éducatrices ont dit se sentir un peu démunies quand de tels comportements surviennent et avoir besoin qu'on les guide afin de pouvoir intervenir de manière appropriée », relate M. Coutu.



Les éducatrices ont également rapporté avoir de la difficulté à faire la distinction entre un comportement inquiétant mais en définitive normal, et un comportement qui pose réellement problème et qui est susceptible de perturber le développement de l'enfant à plus long terme. Ce résultat suggère qu'il serait pertinent d'accorder une attention particulière à l'évaluation des difficultés comportementales dans la formation et la supervision des éducatrices.

Au chapitre de la communication, on a pu apprendre ce qui suit : les parents ont des perceptions très positives des éducatrices et cela semble réciproque. Les éducatrices sont sensibles à l'importance d'établir et de maintenir une bonne relation avec les parents, et l'inverse est tout aussi vrai. Le premier critère retenu par les parents pour le choix du milieu de garde est de pouvoir percevoir que l'éducatrice partage les mêmes valeurs éducatives qu'eux. « En fait, nuance le chercheur, les difficultés vécues tournent souvent autour de l'écart entre les règles du milieu de garde appliquées par l'éducatrice dans un contexte de vie de groupe et les règles du milieu familial appliquées par les parents dans un contexte de vie plus intime. »

Former pour mieux prévenir

L'équipe de QEMVIE espère que les résultats obtenus pourront guider, dans une deuxième étape, l'élaboration d'un programme de prévention et d'outils bien ciblés. « Nous savons maintenant davantage où se situent les besoins des éducatrices sur le plan de la formation, résume Sylvain Coutu, mais comme elles sont très occupées, il faudra trouver des moyens originaux de leur dispenser cette formation. L'un d'entre eux pourrait être de mandater les conseillères pédagogiques des CPE – qui ont notamment pour tâche d'appuyer les éducatrices dans leur travail et de les évaluer – afin qu'elles intègrent dans leur intervention auprès de celles-ci des éléments tirés de notre étude. »

Une véritable vocation

« Les éducatrices des garderies en milieu familial rendent à la société un service vraiment inestimable, poursuit M. Coutu. Et elles accomplissent un travail colossal. Levées à l'aurore pour recevoir les premiers bambins dès 7 h, elles n'ont pas une minute à elles de toute la journée. En plus d'offrir un dîner et deux collations, elles doivent avoir prévu des jeux et des activités éducatives et gérer les crises qui ne manquent pas de survenir; et quand, à la fin de la journée, le dernier parent est venu cueillir son enfant (souvent aux alentours de 18 h), il leur faut encore faire du rangement, du nettoyage, préparer le repas et prévoir des activités et du matériel pour le lendemain... »

« Pour être éducatrice en milieu de garde familial, il faut avoir une santé de fer et beaucoup de motivation, mais, d'abord et avant tout, il faut aimer profondément les enfants et avoir gardé la capacité de s'émerveiller devant les progrès qu'ils accomplissent. Ce devrait d'ailleurs être là, bien avant la proximité de la garderie, le premier critère de sélection des parents », s'exclame Sylvain Coutu. ■

* Sont membres de QEMVIE : Sylvain Coutu, Suzanne Lavigneur et Diane Dubeau, du Département de psychoéducation et de psychologie, Annie Devault, du Département de travail social, Francine Sinclair, du Département des sciences de l'éducation (éducation préscolaire), et Geneviève Tardif, professionnelle de recherche. Pour plus de renseignements sur les activités du Groupe, voir le site www.uqah.quebec.ca/qemvie.



Pierre Charron
Réjean Lefebvre
Luc Chaput

L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE MANAGEMENT

Par Andrée Proulx

L'HEURE EST À LA MONDIALISATION. OR, IL EST DIFFICILE AUJOURD'HUI DE SOUTENIR LES INTÉRÊTS DES POPULATIONS LOCALES OU RÉGIONALES DU QUÉBEC SANS ABORDER LE CONTEXTE DE LA MONDIALISATION ET DE L'INTERNATIONALISATION DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES. PAR CONSÉQUENT, LES VILLES ET LES RÉGIONS DE LA PROVINCE TRAVAILLENT ACTUELLEMENT À SE DONNER DES OBJECTIFS COMMUNS, À RESTRUCTURER LEURS POUVOIRS, À REDÉFINIR LEUR TERRITOIRE ET À COMBINER LEURS STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT DANS UN ENSEMBLE PLUS VASTE. À PREUVE, NOUS VOICI ARRIVÉS À L'ÈRE DES FUSIONS DANS LA RÉORGANISATION MUNICIPALE.

Outre les municipalités, les universités connaissent aussi des transformations profondes. Conscientes des répercussions qu'implique la mondialisation, ces dernières s'affairent elles aussi à trouver des moyens novateurs leur permettant de consolider leurs forces, de remplir leurs objectifs et de se distinguer d'autres établissements d'enseignement. L'UQAH fait partie de ces universités dynamiques et audacieuses. En effet, le Département des sciences comptables (DSC) et le Département des sciences administratives (DSA) ont entrepris, au cours de la dernière année, un processus de fusion pour former une nouvelle entité, soit l'École internationale de management (ÉIM). «L'UQAH doit

s'adapter au grand mouvement de la mondialisation et au nouvel environnement économique planétaire. Il faut rassembler nos forces vives», d'expliquer Luc Chaput, professeur au DSA de l'UQAH.

M. Chaput travaille à l'UQAH depuis ses tout premiers débuts. Malgré ses nombreuses années passées à l'Université, cet homme affable éprouve toujours autant de passion pour son travail et surtout pour l'Université en Outaouais. Son bagage d'expérience est vaste. Il a acquis de précieuses compétences dans les domaines du management, de la performance organisationnelle, de la gestion stratégique et de l'enseignement supérieur. Nul n'est plus qualifié que lui pour comprendre le contexte dans lequel ont évolué le DSA et le DSC depuis les 30 dernières années et l'importance pour l'UQAH de se démarquer sur le plan du développement économique sur la scène régionale et internationale. Selon lui, la nouvelle École permettra une saine gestion de deux « forces » qui ont une influence sur l'orientation stratégique de l'UQAH quant aux besoins de formation à l'échelon de la région et de la planète.

Grâce à l'ÉIM, l'UQAH pourra consolider ses ententes avec ses partenaires étrangers, notamment avec la France et l'Amérique latine, peaufiner ses programmes et répondre aux nouvelles demandes émanant de la région. M. Chaput cite en exemple le projet pilote mis sur pied en collaboration avec l'industrie de la scierie outaouaise, le Conseil régional de développement de l'Outaouais (CRDO) et Développement économique Canada. Grâce à cette initiative,

on a instauré des « unités de veille », c'est-à-dire un système de décodage pour les entreprises, lequel permet notamment d'informer les dirigeants des scieries de l'Outaouais des changements provoqués par la mondialisation et les compétiteurs et de l'évolution du marché et des produits.

L'ÉMI : gage de pérennité

Les programmes en sciences administratives et en sciences comptables ont réussi au fil du temps à se faire connaître grâce à leur qualité et à leur pertinence qui sont reconnues par les associations professionnelles, les organisations privées et publiques et les étudiants. C'est notamment le cas de la maîtrise en gestion de projet, ce programme de 2^e cycle qui est devenu le fer de lance du DSA.

Selon M. Chaput, la création de l'ÉMI ne mettra pas un terme aux préoccupations financières de l'UQAH, car, croit-il, malgré l'injection de nouveaux fonds dans les universités, le gouvernement du Québec continue de financer de manière inadéquate les établissements voués aux études postsecondaires. Toutefois, cette nouvelle école aura l'avantage d'attirer dans ses programmes une plus large clientèle d'étudiants de 2^e et de 3^e cycles, laquelle contribua à mieux soutenir ses activités sur le plan financier, et ce grâce notamment à divers programmes de maîtrise et d'études supérieures spécialisées qui répondent aux besoins d'une clientèle de plus en plus exigeante provenant, par exemple du domaine de la haute technologie et de la fonction publique.

« Le défi est grand et les stratégies nombreuses. Ces dernières sont axées sur la qualité, l'accessibilité aux étudiants, la visibilité et l'internationalisation. L'UQAH gère bien le concept d'accessibilité et peut prétendre dispenser un enseignement de qualité », souligne M. Chaput.

Une perspective résolument internationale

Grande période de mouvance, gestion plus complexe de l'entreprise, nouveaux défis liés à l'internationalisation des marchés, voilà autant de facteurs qui ont incité le DSA et le DSC à s'unir. Depuis de nombreuses années, les programmes en sciences administratives et en sciences comptables n'ont cessé d'évoluer et jouissent d'une réputation qui outrepassent les frontières de la région. Selon Réjean Lefebvre, directeur du DSA, il est difficile de dissocier ces deux champs d'études qui sont intimement liés à la gestion des organisations.

M. Pierre Charron, directeur du DSC, et M. Lefebvre, en accord avec le personnel des deux départements, travaillent actuellement à la mise en place de l'École internationale de management. Cette école se fonde sur une stratégie d'internationalisation des programmes en sciences administratives et en sciences comptables en vue d'offrir une formation adaptée aux enjeux régionaux et internationaux auxquels doivent faire face les gestionnaires.

Au cours des prochains mois, la direction de l'ÉMI sera appelée à définir, avec les professeurs et la direction de l'UQAH, les orientations stratégiques et à consolider la nouvelle structure de l'école.

Bien qu'elle fasse partie de l'UQAH, la nouvelle École se donnera une identité propre pour promouvoir ses programmes en management. En outre, son existence facilitera un rapprochement avec les entreprises. Un comité consultatif, formé notamment de représentants d'organismes internationaux et de chefs d'entreprise, sera mis en place pour cibler les secteurs de développement et partager leurs points de vue sur l'avenir afin de mieux connaître les besoins de formation des organisations régionales.

« L'ÉMI contribuera à créer un milieu propice à l'internationalisation des personnes dans lequel les étudiants pourront rencontrer des collègues étrangers, apprendre et pratiquer des langues étrangères et effectuer des stages à l'extérieur du pays », souligne M. Lefebvre. La région devrait, à moyen et long terme, profiter grandement des réseaux d'affaires qui se créeront inévitablement entre les gestionnaires d'ici et d'ailleurs au cours de leur passage à l'ÉMI. » ■

NOUS AVONS PROPOSÉ À LUC CHAPUT ET À RÉJEAN LEFEBVRE DE SE PROJETER DANS LE FUTUR, QUESTION DE NOUS PRÉCISER LES PRINCIPALES ACTIVITÉS À METTRE EN PLACE À COURT TERME ET DE NOUS PARTAGER ÉGALEMENT LEUR VISION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE MANAGEMENT D'ICI LES DIX PROCHAINES ANNÉES. VOICI CE QU'ILS NOUS ONT DÉVOILÉ.

ACTIVITÉS À COURT TERME (1 À 3 ANS)

M. Chaput : « D'ici les trois prochaines années, l'ÉMI sera appelée à consolider ses bases. Il sera important de canaliser nos efforts vers la promotion de la nouvelle entité. »

M. Lefebvre : « Il s'agira de consolider l'ÉMI en insérant notamment la dimension internationale dans les programmes, de mettre en place les services académiques et administratifs en lien avec les objectifs poursuivis, de consolider les relations académiques avec nos partenaires régionaux et internationaux, de promouvoir l'École et de favoriser un sentiment d'appartenance au sein des employés et des étudiants. »

VISION À MOYEN TERME (3 À 5 ANS)

M. Chaput : « Je crois que nous aurons mis en place de nouveaux protocoles avec les entreprises de la région en vue de donner une formation spécialisée. Ces expertises viendront soutenir et bonifier les ententes à caractère international à venir. »

M. Lefebvre : « L'ÉMI contribuera activement au développement et à l'internationalisation de la région. Elle recevra un nombre plus élevé d'étudiants étrangers et plus d'étudiants d'ici se rendront ailleurs dans le monde pour parfaire leurs connaissances. L'ÉMI rayonnera sur la scène internationale grâce à la tenue de colloques et de conférences. Elle servira ainsi de tribune aux professeurs, aux chercheurs, aux étudiants et aux gestionnaires. »

VISION À LONG TERME (5 À 10 ANS)

M. Chaput : « L'ÉMI deviendra le lieu par excellence des études de 2^e et de 3^e cycles dans le domaine des sciences de l'administration pour l'ensemble des pays francophones et certains pays hispanophones. »

M. Lefebvre : « L'ÉMI aura acquis une réputation enviable pour ses programmes internationaux et, grâce à la qualité de ses programmes professionnels de cycles supérieurs et à sa situation géographique privilégiée, elle occupera un créneau distinctif dans le réseau des Universités du Québec. Elle sera reconnue surtout pour ses liens avec les universités francophones et hispanophones. » ■

A close-up portrait of Stéphanie Demers, a woman with long dark hair, resting her chin on her hand and looking thoughtfully at the camera. The background is a dark, textured blue.

STÉPHANIE DEMERS :

par Frédérique David

PASSIONNÉE ET

LA FONDATION DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À HULL PARTICIPE À LA PROMOTION DE L'EXCELLENCE AUPRÈS DES ÉTUDIANTS DE L'UQAH, NOTAMMENT PAR LA REMISE DE BOURSES. ATTRIBUÉES CHAQUE AUTOMNE, CES BOURSES RÉCOMPENSENT DES ÉTUDIANTS QUI SE SONT DISTINGUÉS AU COURS DE LEURS ÉTUDES, PAR LA QUALITÉ DE LEURS RÉSULTATS UNIVERSITAIRES AINSI QUE PAR LEUR ENGAGEMENT AU SEIN DE LEUR COMMUNAUTÉ.

NOUS PRÉSENTONS ICI L'UNE DES RÉCIPENDAIRES DES BOURSES D'EXCELLENCE REMISES EN NOVEMBRE DERNIER, STÉPHANIE DEMERS, ÉTUDIANTE À LA MAÎTRISE EN ÉDUCATION.

Depuis le début de ses études, Stéphanie Demers a reçu de nombreuses bourses pour l'excellence de ses résultats. L'étudiante en enseignement à l'UQAH vient de se voir décerner une bourse au mois de novembre honorant non seulement sa réussite scolaire, mais également son engagement communautaire exemplaire. Car, malgré ses emplois à temps plein, trois enfants à la maison et l'obtention d'un baccalauréat en enseignement avec une moyenne d'environ 98 %, cette femme ne manque jamais d'idées pour s'investir dans son milieu et améliorer les conditions de vie de ses concitoyens.

Une vision communautaire

À l'UQAH, le passage de Stéphanie ne sera pas passé inaperçu. Ses actions auront porté ses fruits et de nombreux étudiants pourront en bénéficier encore longtemps. Stéphanie est particulièrement fière de ce qu'elle a réussi à bâtir avec l'aide de quelques personnes, notamment l'Action bénévole, un organisme qui permet aux étudiants de faire du bénévolat dans leur milieu.

Convaincue que les études en enseignement, pour être complètes, nécessitent de dépasser les limites de la vie universitaire, elle a offert aux étudiants la possibilité de saisir toutes les difficultés vécues par les jeunes d'aujourd'hui et la chance de se rapprocher d'eux. « Nous servions des déjeuners le matin dans les écoles primaires de la région. Il y a un grand besoin. Pour plusieurs de ces enfants, nous savions que c'était leur seul repas chaud de la journée. Quand on étudie en enseignement, je pense qu'il est important de s'engager dans le milieu scolaire et de découvrir quels sont les problèmes de notre clientèle », dit-elle. Action bénévole a permis de recruter, dès la première année, 70 étudiants de l'UQAH pour les petits-déjeuners et l'aide aux devoirs.

Des intérêts très divers

Stéphanie s'est dirigée vers différents domaines d'études à la fois opposés et complémentaires. D'abord inscrite en médecine à l'Université de la Saskatchewan, Stéphanie a rapidement dû admettre qu'elle n'avait pas la santé pour affronter les exigences du programme d'études compte tenu du fait qu'elle devait travailler trente heures par semaine pour subvenir à ses besoins. Elle s'est alors inscrite en histoire, puis en enseignement à l'UQAH. « J'ai choisi l'enseignement pour l'option histoire et pour avoir le temps d'être avec ma fille. Finalement, dès mon premier stage, j'ai constaté que c'était un heureux hasard, car j'adore l'enseignement. » Et puis, de la médecine à l'enseignement, Stéphanie s'est vite aperçue que le fossé n'était pas si grand. « L'enseignement, c'est une question de vie ou de mort d'une certaine façon aussi, parce qu'un enfant qui a accumulé un retard scolaire au primaire a environ six fois plus de chance de décrocher qu'un enfant qui n'a jamais eu de retard. Les personnes qui n'ont pas d'éducation sont plus malades, plus pauvres, plus malheureuses, souffrent plus de troubles mentaux que celles qui sont éduquées. Les médecins ont la vie entre leurs mains, et les enseignants déterminent la qualité de la vie. »

La condition féminine

Un des sujets de prédilection de Stéphanie, la condition féminine, a fait l'objet de ses travaux de recherche depuis le baccalauréat. Pour la maîtrise, elle se concentre d'ailleurs sur le stress des filles au secondaire. « Il y a un discours public qui véhicule l'idée que les filles vont bien et ont les plus belles notes à l'école, nous nous penchons donc sur les problèmes des garçons. Ce que nous avons occulté, c'est le fait que les filles sont stressées à l'école. Une étude réalisée au Canada démontre que 60 % des filles de 13 ans ou plus sont très stressées. Ceci peut taxer la santé physique et mentale. » Ayant elle-même été

élèves. « Je ne pense pas que c'est voulu. Nous avons décidé que les jeunes de 16 ans n'avaient rien à nous donner et que c'était nous qui pouvions leur donner quelque chose. » Comme de nombreux jeunes enseignants, Stéphanie est arrivée dans ce milieu avec une approche plus avant-gardiste et des méthodes d'enseignement moins traditionnelles. « Ma classe n'était vraiment pas orthodoxe. Nous avons fonctionné beaucoup par mode coopératif. Nous avions beaucoup de discussions en classe. J'ai choisi des sujets de dissertation qui contribuaient à conscientiser un peu les élèves, tels que la marche des femmes, la pertinence du féminisme aujourd'hui ou la mondialisation. »

Parce qu'elle n'avait pas la même approche que les autres enseignants, Stéphanie a senti beaucoup de réticence. « J'ai été frustrée de voir qu'on était aussi rébarbatif au changement. Je n'abandonnerai pas le fait que je veux changer les choses, mais je vais utiliser un autre moyen. J'aimerais peut-être toucher à la formation des enseignants. Je pense que l'enseignant devrait être le médiateur entre la compétence et l'élève afin de les amener à apprendre en leur donnant des stratégies », confie-t-elle. La réforme de l'enseignement mise en place par le gouvernement agira, selon elle, en faveur de cette ligne de pensée. « Je suis certaine que plus les enseignants seront formés pour la réforme, avec l'esprit de la réforme, avec l'idée qu'il faut développer les compétences intellectuelles des élèves, moins il y aura de professeurs qui sous-estiment les élèves. » ■

RÉCOMPENSER L'EXCELLENCE

Récompenser l'excellence est un des objectifs que s'est fixé la Fondation de l'UQAH dès l'instauration de son programme de bourses en 1988. Ainsi, au fil des ans, la Fondation a attribué plus de 800 000 \$ à des étudiants, dont près de 300 000 \$ sous forme de bourses d'excellence.

« Plus qu'un coup de pouce financier, recevoir une bourse encourage à poursuivre nos efforts et nous aide à aller plus loin », mentionne Valérie Morin, étudiante au baccalauréat en psychoéducation et récipiendaire d'une bourse d'excellence.



Boursiers d'excellence 2001

Dans l'ordre habituel :

1^{re} rangée : Gilles Poulin, président de la Fondation; Valérie Morin, bac en psychoéducation; Mélanie Tessier, bac en psychologie; Charline Charron, bac en psychologie; Jennie Brennan, bac en travail social, et Denis Dubé, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche.

2^e rangée : Dominique Goulet, maîtrise en gestion de projet; Hary Lalaina Rakotomalala, maîtrise en gestion de projet; Johanne Morency, bac en psychoéducation; Johanne Lafrenière, bac en arts et en design; Stéphane Sylvain, bac en travail social; Isabelle Landry, bac en sciences infirmières, et Stéphanie Demers, maîtrise en éducation.

3^e rangée : Evase Baziki, maîtrise en gestion de projet; Jean-François Germain, bac en administration; Nathalie Roy, maîtrise en relations industrielles; Karine Reinthaler, certificat en relations industrielles et ressources humaines; Tom Vigeant, bac en administration, et Philip Ratté, certificat en sciences comptables.

Étaient absents lors de la photo : Mélanie Allison, bac en administration; Noémie Boisclair, bac en psychoéducation; Alexandre Boivin, bac en relations industrielles et ressources humaines; Steve Vachon, bac en informatique, et Philippe Venne, bac en génie informatique.

VISIONNAIRE

enseignante au niveau secondaire au cours de l'hiver 2001, elle a été à même de constater les effets néfastes du stress sur le développement psychologique et scolaire des jeunes filles. « Quand j'enseignais, j'avais 117 élèves. Au mois de février, 17 adolescentes étaient suivies par l'hôpital psychiatrique et plusieurs d'entre elles étaient médicamentées pour des problèmes psychologiques », explique Stéphanie qui considère d'ailleurs que rares sont les femmes qui gardent un souvenir merveilleux de leur passage au secondaire. « Elles ont de belles notes, mais nous ne devons pas baser toute notre évaluation sur le rendement scolaire », dit-elle.

Un changement nécessaire

L'expérience vécue en enseignement par Stéphanie lui a permis de réaliser que le corps professoral vit, lui aussi, des difficultés non négligeables. « La chose la plus importante à changer, c'est la façon dont nous voyons les élèves », dit Stéphanie qui considère que de nombreux enseignants sous-estiment leurs

Bulletin des diplômés

Lors de son assemblée générale annuelle, l'Association des diplômés de l'UQAH (ADDUQAH) a élu son nouveau conseil d'administration. Il se compose des membres suivants :

Éric Pichette (administrateur)
Diplômé en administration des affaires (1992)
Conseiller en placements

Martine Desjardins
(vice-présidente aux activités et secrétariat)
Diplômée en administration des affaires (2000)
Agente administrative - Institut de recherche en santé du Canada

Tony Cardinal (vice-président aux communications)
Diplômé en relations industrielles (1992)
Agent de projet à Santé Canada

Lise Arbour-Lacasse (présidente sortante)
Diplômée en andragogie (1985)
Expert-conseil en formation
au Groupe Conseil en management Sherpa

Stéphane Blais (co-président)
Diplômé en administration des affaires (1992)
Évaluateur agréé - S. Blais et associés

Claire Beaulne (administratrice)
Diplômée en administration des affaires (1999)
Opérations de terrain - Ville de Gatineau

Fabien Tremblay (administrateur)
Diplômé en informatique de gestion (1987)
et en consultation (2000)
Analyste-conseil, Gestion de projets et de programmes

Lisette Blouin-Monfils (co-présidente)
Diplômée en traduction (1984) et en enseignement (1988)
Conseillère stratégique en ressources humaines à
Communication Canada

Pierre Joanis (trésorier)
Diplômé en éducation (1983)
Conseiller financier

Claudia Martinangeli (vice-présidente aux partenariats)
Diplômée en administration des affaires (2001)
Conseillère - Organisation et gestion des programmes
Conseil et Vérification Canada

Absentes sur la photo :

Sylvie Demers
Diplômée en gestion de projet (1995)
Consultante en génie et en gestion
de l'environnement - Enviro-sylva Solutions inc.

Véronik Lapointe
Étudiante en administration des affaires
Stagiaire, coordonnatrice



EN BREF

Collation des grades

L'Association a participé à la Collation des grades 2001 de l'UQAH le 27 octobre dernier. Notre kiosque situé près de l'entrée nous a permis de rencontrer plusieurs nouveaux diplômés et de les informer des services offerts par l'Association. La vente de cadres s'est avérée un succès.

Carte de bibliothèque

Savez-vous qu'en tant que diplômé, vous pouvez vous prévaloir des services de la bibliothèque de l'Université sur présentation de votre carte de diplômé? Il vous suffit de demander votre carte auprès de l'ADDUQAH.

Départ d'Amélie Gagnon-Tessier

Notre coordonnatrice nous quitte pour le ministère des Ressources naturelles du Canada où elle participera à un stage dans le cadre du programme coopératif en administration de l'UQAH. Amélie avait d'abord effectué un premier stage chez nous; par la suite, elle a continué à travailler à l'Association occupant un poste d'étudiante. Par son enthousiasme communicatif, sa compétence, son sens des responsabilités et sa grande créativité, Amélie a su instaurer au bureau de l'ADDUQAH une stabilité et un dynamisme qui nous permettent de voir plus grand et d'aller plus loin. Merci Amélie pour ton dévouement, et bon stage!

Nouvelle stagiaire

Grâce au bon travail des stagiaires précédents, l'Association a encore recours au programme coopératif de l'UQAH pour assurer sa permanence. C'est donc avec plaisir que nous avons accueilli notre nouvelle stagiaire au bureau de l'Association au début de janvier 2002. Véronik Lapointe étudie présentement en administration, concentration marketing et relations publiques; elle terminera son stage en mai. Bienvenue Véronik!

Prochaines activités

- Au cours de la dernière année, nous avons pu constater le dynamisme qui anime nos diplômés. En effet, plusieurs d'entre-vous avez communiqué avec nous afin de nous signaler votre intérêt pour les rencontres « midi-étudiants » où vous pourriez vous-mêmes venir parler de vos expériences professionnelles. Les rencontres sont prévues pour le mois de mars 2002.
- Des retrouvailles par secteur vont se tenir dans la région de la Petite-Nation au printemps 2002 et probablement aussi dans la région de Mont-Laurier. Il est toujours agréable de revoir d'anciens collègues de classe ou d'autres diplômés qui ont étudié dans le même établissement.
- Un comité formé de diplômés en orthopédagogie (promotion OE97) se mettra bientôt au travail pour organiser des retrouvailles au mois de juillet 2002. Bien entendu, l'Association des diplômés se fera un plaisir d'apporter son soutien au comité. Si vous désirez faire partie de l'organisation ou participer à cette activité, appelez-nous au bureau de l'ADDUQAH.
- Le tournoi de golf annuel aura lieu le 31 mai 2002. Un comité très enthousiaste a déjà entamé les préparatifs. Réservez cette date dès maintenant et inscrivez votre quatuor.

Pour obtenir plus de renseignements sur les activités de l'ADDUQAH, veuillez consulter notre site Internet ou téléphoner au bureau de l'Association.



Association
des diplômés et diplômées
de l'Université du Québec à Hull

283, boulevard Alexandre-Taché
Case postale 1250, succursale B
Hull (Québec) Canada J8X 3X7
Tél.: (819) 595-3971 Téléc.: (819) 595-3844
Courriel: add@uqah.quebec.ca

ANCIENS, ANCIENNES, OÙ EST VOTRE DIPLÔME ?

Vous avez besoin d'un cadre? Vous désirez faire un cadeau? Votre association vous offre cadre et passe-partout avec le logo de l'UQAH. Un bon moyen d'aider au financement de l'ADDUQAH. Informez-vous!

Letellier et Associés

Société en nom collectif
A V O C A T S - B A R R I S T E R S

Solidement implantée dans l'Outaouais québécois depuis 1985, Letellier et Associés est composée d'une équipe d'avocats de la région, reconnus dans leurs champs de pratique respectifs. Elle compte sur les connaissances et le savoir-faire des avocat(e)s suivant(e)s :

M^e Yves Letellier (yletellier@letellier.com)
M^e Nério De Candido (ndc@letellier.com)
M^e Richard Vézina (vezina@letellier.com)
M^e Guy Régimbal (gregimbal@letellier.com)
M^e Martin Gosselin (mgosselin@letellier.com)
M^e Jacques Tessier (jtessier@letellier.com)
M^e Nathalie Comtois (ncomtois@letellier.com)

Ouvrant dès sa formation dans tous les principaux domaines du droit, l'étude s'est constamment appliquée à desservir une clientèle variée composée tant d'institutions financières, d'entreprises privées et publiques que d'individus. Dotée

d'une structure organisationnelle moderne et d'outils de travail perfectionnés, Letellier et Associés réussit à répondre et à s'adapter aux besoins de sa clientèle et à lui offrir disponibilité, qualité de service et compétence.

LETELLIER & ASSOCIÉS, s.e.n.c.

139, boul. de l'Hôpital, Bureau 127
Gatineau (Qc) J8T 8A3
819-243-1336 819-243-9425

CABINETS AFFILIÉS :



MONTREAL : BELANGER SAUVÉ
TROIS RIVIÈRES : BEAUMIER, RICHARD
RIMOUSKI : ROY, BEAULIEU ET CARRIER

architectes
LANDRY
architects

architecture
et gestion
de projet

architecture
and project
management

15, rue Buteau
Hull-Ottawa J8Z 1V4
téléphone 819.777.1060
télécopieur 819.778.8025
landarch@qc.aira.com

L'Université en Outaouais

**L'Université du Québec à Hull,
un choix judicieux pour vos
études supérieures !**

**Commandez votre guide pour
obtenir de l'information sur :**

- Plus de 25 programmes de cycles supérieurs novateurs !
- 5 nouveaux programmes pour l'année 2002 !

www.uqah.ca

Pour obtenir des renseignements sur les programmes ou pour recevoir un exemplaire du Guide des études de cycles supérieurs, veuillez communiquer avec le Bureau du registraire ou nous retourner le formulaire ci-dessous dûment rempli.

L'AVENIR A FIÈRE ALLURE



Nom _____

Prénom _____

Adresse postale _____

Ville, province, code postal _____

Téléphone (rés.) _____ Téléphone (bur.) _____

Courriel _____

Bureau du registraire

Pavillon Lucien-Brault, bureau B-0150

101, rue Saint-Jean-Bosco

Case postale 1250, succursale B

Hull (Québec) J8X 3X7

(819) 773-1850

1 800 567-1283, poste 1850

registraire@uqah.quebec.ca

